

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI 12 JUIN
1976

La robe aux orties...

« Ne serait-il pas temps d'avoir le courage d'inscrire dans le préambule de notre Constitution un droit de résistance à l'oppression syndicale ? », se demande *Le Figaro* en conclusion d'un article qui, s'il traite de la grève des magistrats est en fait un brûlot contre toutes les grèves. La courtoisie gourmée qui est de mise au rond-point des Champs Elysées ne résiste jamais à une petite poussée d'urticaire réactionnaire lorsqu'il s'agit d'une grève. Celle des magistrats aura déclenché le même réflexe que celui provoqué par n'importe quelle grève ouvrière. Venant de la part du *Figaro*, il s'agit là d'un hommage.

Certes, cette fois, ce sont des juges qui se sont mis en grève, et du côté des biens-pensants, on ne manque pas de faire remarquer que la loi leur interdit une telle action. Les vertueux défenseurs de la loi arrivent pourtant mal à cacher que ce qui les gêne n'est pas tant la transgression de la loi que la raison pour laquelle elle est transgressée. Il n'est que de voir la différence dans les commentaires qui accompagneront la mini-grève d'il y a quelques années lorsque, sous la conduite de la hiérarchie, la magistrature protesta contre les attaques qui la taxent de lâcheté, et ceux qui accompagnent celle d'aujourd'hui pour s'en convaincre.

Ce que ne supporte ni la bourgeoisie, ni celui qui la représente au ministère de la justice, c'est que des juges tentent d'expliquer réellement le principe de l'égalité devant la loi, principe qui jusqu'alors n'a jamais servi que d'ornement idéologique. Ce qu'ils ne supportent pas non plus, c'est que le large pouvoir d'interprétation de la loi dont dispose chaque magistrat ne s'exprime plus automatiquement dans le sens du renforcement des intérêts acquis.

Ce qu'ils ne supportent pas enfin, c'est que des juges n'acceptent plus les manœuvres d'étouffement à l'abri du secret des relations hiérarchiques.

Egalité devant la loi, interprétation de celle-ci en vertu d'une autre légitimité, refus du secret, autant de principes qui ont illustré quelques tonitruantes affaires de ces derniers mois. Il y a peu, il était inimaginable que de telles affaires éclatent et que des magistrats se mettent en grève pour faire respecter ces principes. Ils le font maintenant, et il n'en faut pas plus pour soulever, au nom de la loi, l'indignation de ceux qui n'ont de cesse de ne même pas respecter leur propre légalité. Voilà qui est bien suffisant pour disqualifier totalement leurs cris de tartuffes.

Georges Marion

LA ROCHELLE :
UNE LUTTE QUI
NE VEUT PAS
MOURIR

En page 7

ESPAGNE

Pour le 10^e anniversaire des
Commissions ouvrières de Catalogne

LA PREMIERE ASSEMBLEE UNITAIRE

- Elle se tiendra demain à Barcelone avec des centaines de délégués.
- Pour préparer l'assemblée nationale des commissions convoquée pour le 27 juin à Madrid, malgré l'interdiction.

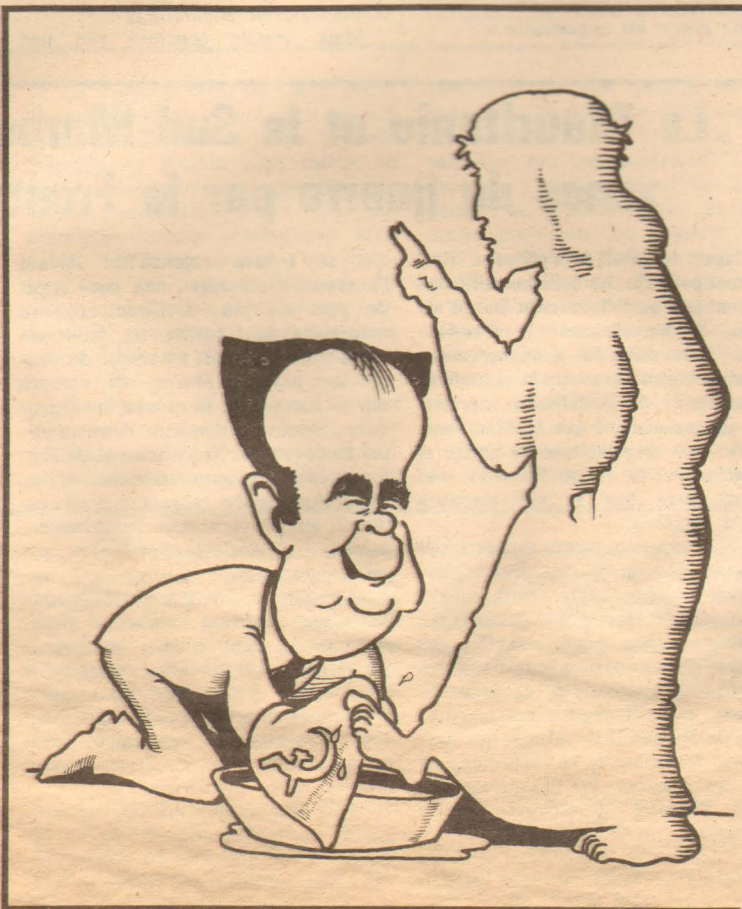
Page 2

Une (mais pas la seule !) cause du retard du journal.

Un mouvement de grève se développe actuellement chez les employés des agences et CRDL Hachette. Les travailleurs freinent la distribution des journaux. A Bordeaux, Lille, ailleurs, notre journal et les autres arrivent plus tard dans les kiosques. Malgré les désagréments que cela nous procure, nous tenons à affirmer notre solidarité avec ces travailleurs actuellement menacés par Hachette. Nous y reviendrons.

TEISSEYRE LIBERE

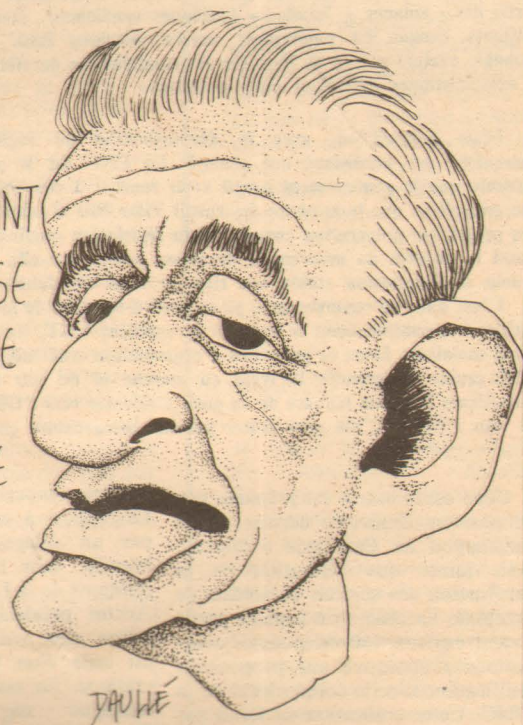
Le viticulteur Albert Teisseyre, arrêté depuis le 1^{er} avril et inculpé de tentative d'homocide à la suite de la fusillade de Montredon a été libéré. Après de nombreux refus de mise en liberté demandé par ses avocats, la chambre d'accusation a prononcé sa mise en liberté, vendredi dans la soirée. La décision a, dit-on, été dictée essentiellement en raison de l'état de santé du prévenu. Mais peut-être est-ce dû aussi au fait qu'il s'agit d'une affaire épineuse de plus dans les cartons de Lecanuet.



Robert Pelletier radié de l'Education
nationale pour délit politique

BIGEARD:

L'ENSEIGNEMENT
EST UNE CHOSE
TROP GRAVE
POUR ÊTRE
ABANDONNÉE
AUX
AGITATEURS



« BERUFSVERBOT » A LA FRANÇAISE

Page 5

IRLANDE

ANARCHISTES ? A MORT !

Ce sont des anarchistes.... Cette seule explication suffit aujourd'hui pour condamner à mort. Qu'il s'appelle Puig Antich en Espagne, qu'elle se nomme Ulrike Meinhof en Allemagne fédérale, tous deux ont connu la même destinée. L'un est mort garoté par les bourreaux de Franco, l'autre se serait pendue dans sa cellule. Si nous n'y prenons pas garde, si nous n'intervenons pas pour les sauver, deux autres connaîtront sous peu le même sort.

Ils s'appellent Noel et Marie Murray. Ils ont 25 et 27 ans et viennent d'être condamnés à la peine capitale par la Cour criminelle spéciale de Dublin.

Pour obtenir leur condamnation la justice bourgeoise irlandaise les a accusés du meurtre d'un policier, meurtre dont ils ont toujours nié la responsabilité. Pour les mener à l'échafaud, la justice les a déferé devant une juridiction d'exception, une cour sans jury, avec seulement trois juges et contre laquelle il n'est pas possible de faire appel. Pour

s'assurer de leur exécution l'Eire recherche aujourd'hui un bourreau. La REPUBLIQUE D'Irlande n'avait jamais eu son propre bourreau et faisait appel à celui de Grande-Bretagne. Or, depuis la suppression de la peine de mort en Grande-Bretagne, le bourreau britannique s'est reconverti et tient aujourd'hui un Pub.

La République d'Irlande n'en est pas à son premier. Elle n'a pas hésité depuis plusieurs semaines à emprisonner des dizaines de militants de l'IRA provisoire ou l'irish republican socialist party), ni à les torturer. Demain, n'en doutons pas elle n'hésitera pas à assassiner les deux militants anarchistes condamnés.

Il faut faire vite. La date de leur exécution est d'ores et déjà fixée. Le 9 juillet.

De qui dépend que l'oppression demeure ?

De nous !
De qui dépend qu'elle soit brisée ?
De nous !

ESPAGNE

Le week-end à Barcelone,

ASSEMBLEE POUR LE X^e ANNIVERSAIRE DES COMMISSIONS OUVRIERES DE CATALOGNE

De notre envoyé spécial, Arthur Grau.

Après le succès des candidatures unitaires et démocratiques aux élections syndicales (au syndicat vertical CNS), un courant du Parti Communiste espagnol semblait s'orienter vers une politique de reconquête par la base du syndicat officiel et de formations de nouvelles structures syndicales d'entreprise à partir des « enlances y jurados » (délégués syndicaux). Deux militants connus du mouvement ouvrier catalan, Boix et Pujadas, avaient publié un livre sur les candidatures ouvrières et démocratiques défendant cette position.

Mais aujourd'hui, avec la décomposition du régime franquiste, les conditions ont changé. La CNS est si peu crédible que le gouvernement paraît avoir renoncé à convoquer son congrès et que le ministre du travail Vilar Mir a annoncé des projets en préparation concernant la législation syndicale. Aussi la poussée du mouvement de masse provoque-t-elle un besoin d'organisation stable que rien ne vient satisfaire.

C'est dans ce contexte qu'a pu se tenir à Madrid, le mois dernier et publiquement le congrès du syndicat UGT, lié au Parti socialiste. Dans ce processus d'organisation syndicale, le PCE craint de prendre le train en marche et de voir les travailleurs faute de réponse de sa part, s'orienter vers l'UGT ou vers l'USO. C'est pour éviter pareille mésaventure qu'il

vient de réactiver les commissions ouvrières en lançant la perspective d'une assemblée nationale des commissions pour la fin du mois et une campagne de diffusion des bons (« bonos ») à 25 psetas, c'est-à-dire environ 2F. Ces bons ont un statut ambigu, entre le bon de soutien et la carte d'affiliation, mais ils se placent comme des petits pains.

Parallèlement, le secrétariat des commissions ouvrières a convaincu les coordinations animées par le PC de proposer un processus d'unification des commissions partout où existent des coordinations distinctes. C'est notamment le cas au Pays Basque où la CONE (Commission Ouvrière Nationale d'Euskadi) regroupent les commissions influencées par le PC alors que la CECO (Coordination d'Euskadi des commissions ouvrières) réunit les commissions, majoritaires, influencées par l'extrême-gauche (MCE, ORT, LCR-ETA 6, LC). C'est aussi le cas en Catalogne où existe la CONC (Commission ouvrière nationale de Catalogne) influencée par le PC et la Coordination de Barcelone des commissions où se retrouvent les commissions influencées par la LCR-ETA 6, la LC, et le groupe Bandeja Roja. Ce week-end est convoquée l'assemblée nationale de Catalogne des commissions où les deux courants pourront confronter leurs positions et peut-être se rassembler.

Cette assemblée a été préparée par une réunion, dimanche dernier, de la coordination de Catalogne à laquelle s'était jointe une délégation de la coordination des comités de soldats de Barcelone. La réunion à laquelle participaient environ 400 délégués de commissions a approuvé une proposition d'unification avec le comité local de la CONC. Cette unification se ferait sur la base de commissions unitaires dans les entreprises qui éliraient des repré-

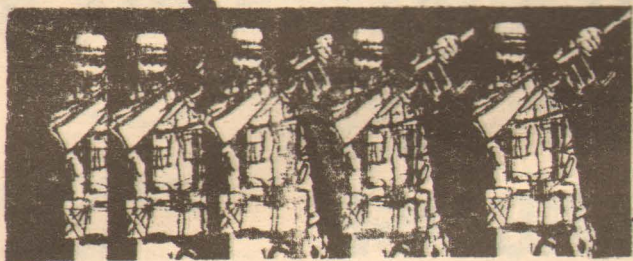
sentants révocables aux coordinations. Le rapport à ce sujet a été présenté par un délégué de la construction, branche dans laquelle l'influence des militants de la LCR-ETA 6 est notoire. Aucun préalable politique à l'unification n'est avancé, la seule condition est celle d'un fonctionnement démocratique. En revanche une proposition analogue sur la question de l'Assemblée de Catalogne a été repoussée par une écrasante majorité.

A propos de l'assemblée convoquée ce samedi, à l'occasion du dixième anniversaire des commissions de Catalogne, la Coordination de Barcelone a adopté un communiqué saluant l'initiative et s'engageant à « impulser résolument la tenue de cette assemblée dans le cadre de la plus large démocratie ouvrière car il faut que les commissions en ce moment de leurs tâches politiques et syndicales, et cette assemblée soit un instrument efficace pour jeter les bases de l'unité des commissions ouvrières avec les autres courants syndicaux, dans la constitution d'un syndicat unique de classe ».

Le secteur des employés de banque, dans lequel la coordination de branche est unitaire a également préparé dans l'unité l'assemblée du dixième anniversaire. La commission ouvrière de la banque de Bilbao s'est prononcée pour que les commissions soient « ouvertes, démocratiques, représentatives dans tous leurs organes de coordination et pour qu'elles impulsent une ligne d'indépendance de classe ». Elle ajoute que cette assemblée peut-être l'occasion de procéder à l'unification et refuse qu'elle se réduise de fait à l'assemblée d'une partie des commissions, « même si cette partie est majoritaire ».

tropa unida

JUNIO 76



N° 1 10pts.

Organo de la Coordinadora de Barcelona de Comités de Soldados

« Tropa Unida », organe de la coordination de Barcelone des comités de soldats. Le bulletin numéro 1 est paru daté de juin. Les délégués de cette coordination de soldats assistaient dimanche dernier à la coordination de Barcelone des commissions ouvrières.

Communiqué des six Basques et du Catalan assignés à résidence de façon arbitraire et illégale, à l'île d'Yeu

7 juin 74

Nous avons pris la décision de l'abandonner face à l'attitude de la police de nous empêcher de partir.

Nous avons pris cette décision après avoir épuisé les formes légales pour invalider cette mesure :

présentation du recours (qui laisse en suspens de façon automatique l'assignation à résidence) et après avoir essayé à différentes reprises d'accéder au bateau qui assure la liaison régulière entre l'île et le continent.

D'autre part et tel que dans d'antérieures occasions nous refusons ces mesures administratives pour les considérer comme une violation des droits du réfugié politique.

Nous rappelons tous les peuples de l'état français à soutenir notre attitude et empêcher la répétition de faits semblables.

• La mort du secrétaire général du Front Polisario, Sayed El Ouli, et de son adjoint, tués au combat à une trentaine de kilomètres au nord de Nouakchott, a été confirmée jeudi par l'ambassadeur de Mauritanie à Madrid.

PORTUGAL

L'EXTREME-GAUCHE EN FRANCE FACE AUX PRESIDENTIELLES

Dans son numéro du 26 mai, Informations ouvrières (OCI) avait pris la position suivante :

Les dirigeants du PCP ne dissimulent pas leur intention d'appeler à voter pour Eanes s'il y a un second tour.

Néanmoins, la candidature de Pato est une candidature ouvrière qui doit être soutenue, de même que les travailleurs soutiennent, en France par exemple, les candidats du PS et du PCF bien que ceux-ci se prononcent pour l'Union de la gauche-Front populaire de collaboration de classes. Les masses, en votant pour Pato, ne votent pas seulement contre les candidats militaires. Elles votent pour un gouvernement du PS et du PCP sans représentants de la bourgeoisie et des militaires.

C'est ainsi que sans illusions, les masses laborieuses, les travailleurs, les militants des partis ouvriers, voteront contre les généraux de « gauche », pour le candidat ouvrier présenté par le PCP. Mario Soares, selon lequel 90 % des militants et sympathisants du PS ne veulent pas d'un gouvernement PS-PCP pourrait avoir des surprises.

Révolution ! depuis trois semaines, n'a pas fait d'article sur le Portugal mais, sans aucun doute, sa proche fusion avec l'OC-GOP laisse entendre un accord, y compris sur ce terrain. Tribune socialiste n'a pas non plus pris position. Lutte ouvrière dans son numéro du 5 juin, adopte une attitude mitigée :

« Il reste que c'est la première fois qu'un homme du MFA se présente en tant que tel. Le MFA, mouvement au sein de l'armée s'est tenu à l'écart de toutes les consultations électorales depuis 1974. Aujourd'hui, bien sûr, le MFA a éclaté entre ses différentes tendances, mais Carvalho reste le « héros » d'une politique qui, un temps du moins, a su emporter l'adhésion populaire.

Une politique qui, nous l'avons dit à l'époque, n'avait rien de révolutionnaire, qui était une politique au service de la bourgeoisie mais s'appuyant ouvertement sur les syndicats, le Parti communiste et les organismes de base existants.

Quelles que soient les ambitions personnelles d'un Otelo aventurier prudent qui a su, le 25 novembre, tirer son épingle du jeu et qui se réclame maintenant de l'ordre et de « l'unité de l'armée », son image reste populaire et liée à une période d'effervescence et d'enthousiasme populaire ».

Mais semble conclure par une

position abstentionniste :

« Une chose en tout cas apparaît certaine : aucun homme, aucun parti ne représente dans cette élection une politique indépendante, une politique de classe ».

L'OC-GOP (Organisation communiste, gauche ouvrière et paysanne), dans son journal l'Outil des travailleurs, ne se tient plus d'enthousiasme pour Otelo, l'homme qui approuvait l'état de siège le 25 novembre :

Alors que tous les révolutionnaires, de l'UDP au FSP, le soutiennent, Otelo apparaît dès aujourd'hui, non pas comme le candidat des révolutionnaires contre celui des réformistes, mais comme l'homme de l'unité du Peuple contre ceux qui ont cherché à le diviser, à utiliser sa force pour le projet bourgeois.

On peut donc être certain qu'il ralliera une base du PC et du PS et même une partie de la base populaire de la réaction. Dans ce cas, une dynamique s'enclencherait, qui nous ramènerait aux plus beaux jours du printemps dernier, mais avec la division artificielle PC-PS en moins. Alors la Révolution portugaise, stoppée le 25 novembre pourrait reprendre sa marche, si les véritables communistes portugais savent saisir cette chance. »

Le PCRml, éditeur du Quotidien du Peuple, se prononce, lui-aussi pour Otelo, mais avec quelques réserves que l'UDP portugaise ne partage peut-être pas (les autres courants mao-staliniens sont pour la candidature Eanes) :

« Cette campagne, Otelo l'a commencée en se rendant à la cantine de l'usine Setenave, où le PCP a tenté de l'empêcher de parler. Les travailleurs présents, au cri de « Otelo président », ont imposé qu'il prenne la parole. A la Lisnave, l'assemblée générale des travailleurs décidait à une très large majorité d'apporter son appui à Otelo.

Mais si (Otelo) représente pour les travailleurs, l'homme, le seul candidat capable de défendre les conquêtes populaires, cette déclaration qu'il a faite au moment de la présentation de sa candidature, montre toutes les limites. Il déclarait notamment : « J'accepte ces règles du jeu démocratique pour la formation d'un gouvernement, j'accepte de faire appliquer et de défendre la constitution ! La constitution est le programme du gouvernement légitime par la volonté populaire dans les formes légales de stabilisation de la vie politique du pays ».

La Mauritanie et le Sud-Marocain décrétés zones de guerre par le Front Polisario

Depuis le début de l'offensive d'été du Front Polisario, les bulletins militaires du Front font quotidiennement état d'attaques, de harcèlements et d'embuscades. A la suite des deux opérations militaires organisées contre la capitale de la mauritanie, le F. Polisario a précisé dans un communiqué que la Mauritanie entière « est devenue zone de guerre et des éléments du Front Polisario sont présents dans tout le sud marocain jusqu'à Agadir ».

Ces attaques ont pour but essentiel d'essayer d'entraîner des clivages importants entre les deux pays agresseurs : le Maroc et la Mauritanie. Depuis quelques temps en effet, les rapports ne sont pas au beau fixe entre les troupes marocaines et mauritaniennes, et les revendications territoriales de Hassan II du Maroc qui portent sur le Sahara et la Mauritanie ne sont pas apaisées. En organisant une action militaire spectaculaire contre Nouakchott, le Polisario a voulu démontrer la faiblesse militaire du régime de Mokhtar Ould Daddah

qui se trouve aujourd'hui devant l'alternative suivante : soit faire appel de plus en plus à l'aide militaire marocaine pour pallier les faiblesses de sa propre armée, au risque de vendre son pays au Maroc, soit rompre ses alliances avec la monarchie marocaine, comme le demande dans un appel lancé par M. Sedek (chargé de l'information au gouvernement de la République arabe sahraoui démocratique), au gouvernement mauritanien, « sinon, a-t-il déclaré, c'est Nouakchott qui paiera ».

Le climat d'insécurité totale que fait régner le Front Polisario à l'intérieur de la Mauritanie a entraîné le gouvernement français à « demander la préparation d'un plan d'évacuation d'urgence » des coopérants français qui sont principalement rassemblés près des gisements de fer de Zouerate dans le nord de la Mauritanie.

Face aux grandes manœuvres militaires et diplomatiques du Front Polisario (la question du Sahara occidental a été inscrite à l'ordre du jour

du comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui aura lieu début juillet à l'île Maurice), on peut se demander quelles réactions provoqueront les opérations militaires du Front, si elles devaient se développer en Mauritanie, sur la population elle-même, et si un réflexe d'union sacrée n'est plus à craindre. Quoiqu'il en soit, le soucis de liaison entre la lutte du peuple sahraoui et le peuple mauritanien est constant chez les dirigeants du Front Polisario, l'attaque de Nouakchott l'a prouvé : seuls les bâtiments de l'armée, de la gendarmerie et le palais présidentiel ont été mitraillés. Mais au-delà de la juste perspective de libération nationale du peuple sahraoui, le Front Polisario ne se prive-t-il pas d'un atout important dans sa lutte contre les régimes marocain et mauritanien en sous-estimant l'importance de l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire qui s'impose à l'ensemble de la région, Mauritanie et Maroc compris ?

H. Vega

ITALIE

LA BOURGEOISIE EN CAMPAGNE

● « Nous avons les mains sales mais les chars soviétiques sont tachés de sang »

« Nous avons les mains sales, mais au moins vous nous connaissez, tandis qu'avec le PCI, vous sautez dans l'inconnu et l'aventure » Tel est le leitmotiv de la campagne de la Démocratie Chrétienne. Elle ne s'embarrasse même pas d'une tentative d'autocritique, comme avait voulu le faire Zaccagnini : celui-ci est cloué sur son lit d'hôpital par une opération urgente, la campagne électorale repose entre les mains de l'anti-communiste Fanfani et de Moro, qui par ses silences, n'a cessé de couvrir ces derniers temps les exactions des services secrets de l'armée (SID). Ces deux hommes et tout l'appareil électoral de la DC affirment à un pays incrédule : le pouvoir démocrate-chrétien, c'est ce qui peut vous arriver de meilleur.

Ainsi, l'objectif principal de la campagne démocrate-chrétienne est de faire le plein de toutes les voix, non seulement modérées, mais également d'extrême droite. « Dans un moment difficile comme aujourd'hui, il est opportun d'avoir des ennemis à droite », déclare Fanfani. Plus prosaïque, Sarti, ministre DC des spectacles explique : « Je préfère ceux qui votent pour moi avec mépris que ceux qui m'estiment et me refusent leur vote ».

Et, en fait, un des axes essentiels de la propagande démocrate-chrétienne vise à discréditer les petits partis laïcs (républicain, libéral, social-démocrate), pour appeler leurs électeurs à voter DC. Les petits partis laïcs rassemblent 3 millions et demi de voix, ce qui n'est pas négligeable (700 000 voix seulement séparent la DC du PCI depuis le 15 juin). Ainsi, il n'est pas de qualificatif assez fort pour attaquer les partis laïcs avec qui, pourtant, la DC a gouverné sous une forme ou sous une autre depuis de nombreuses années.

Quant aux électeurs du Mouvement social italien (MSI, néo-fascistes), Fanfani et Moro les appellent aussi à voter DC pour voter utile. Un programme et un aveu en quelques mots. Là aussi, il faut pêcher des voix et aux dernières élections, le MSI rassemblait 2 millions et demi de voix. Ainsi, à l'Aquila, la semaine passée, Fanfani invitait les électeurs du MSI à réfléchir sur la plus grande efficacité « qu'aurait leurs votes si, au lieu de se porter sur le MSI, ils se portaient sur la DC ». A Portenza, il y a trois jours, le président du conseil, Moro, lançait le même appel à ceux qui, pour bloquer le communisme, votent MSI.

Une telle campagne à droite n'est pas sans risque pour la Démocratie-chrétienne. Tout d'abord, elle rend extrêmement difficile d'envisager une nouvelle alliance avec les petits partis laïcs au lendemain des élections (ceux-ci, en riposte, se lancent dans une virulente campagne anti-DC). D'autre part, si en rassemblant des voix d'extrême

droite, la DC réussit à se maintenir le parti de la majorité relative, elle sera fortement conditionnée par ces voix de droite et ne pourra pas aisément proposer une alliance plus organique avec les socialistes, ce qui est pourtant, jusqu'ici, la seule proposition politique concrète qui ait été avancée par le parti de Fanfani. La direction démocrate chrétienne semble bien peu se soucier de ce qu'elle fera le 21 juin : pour l'instant, il lui faut absolument récupérer tous les votes possibles (peu importe à quel prix) pour rester le premier parti du pays et être ainsi en position de force relative pour déterminer les alliances futures.

« Dieu aide nous »

Pour cela elle a lancé une campagne particulièrement virulente dans le Mezzogiorno, considérant cette partie du pays comme un réservoir potentiel de voix blanches. En effet, le 15 juin dernier, à part Naples et sa région, le sud n'avait pas connu un transfert massif de voix vers la gauche. Cependant tous les sondages et les enquêtes montrent aujourd'hui que, si l'on doit s'attendre à une nouvelle poussée à gauche, c'est dans le sud qu'elle aura lieu. Cette région est en effet encore plus frappée que le reste du pays par la crise économique, l'inflation et le chômage et le mécontentement s'y fait très fort.

Alors, la Démocratie-chrétienne déploie les grands moyens, s'appuyant sur une église obscurantiste et sur sa meilleure tradition clientélaire. La campagne anti-communiste y est franche et claire. Fanfani : « Oui, j'ai les mains sales, mais les roues des chars soviétiques sont tachées de sang » (Réggio de Calabre). Bisaglia : « Aujourd'hui, comme le 18 avril 1948, c'est le bien suprême de la liberté qui est en jeu » (Crotone). Un autre à Astromonte : « Si les rouges arrivent, vous ne recevrez plus d'argent de vos parents d'Amérique ».

La décision prise au Caire mardi d'envoyer un contingent de « casques verts » de l'Algérie, la Libye, l'Arabie Saoudite, le Soudan pour mettre en place un cessez-le-feu n'a pas atteint le résultat escompté. Alors que les premières troupes symboliques arrivaient, un déluge de feu s'est abattu jeudi soir sur Saïda et Beyrouth. Le Saïka (organisation palestinienne pro-syrienne) attaquait les positions de la gauche libanaise et de la Résistance.

La Syrie a été obligée d'accepter « l'arabisation » du conflit. La résistance acharnée des palestiniens a empêché l'intervention militaire de

Plusieurs avocats de R.F.A., membres de l'Association Internationale des Juristes Démocrates ont affirmé qu'au moins deux cent personnes avaient été arrêtés au mois de mai par la Junte Chilienne et qu'elles avaient disparu. Les avocats de retour d'un voyage d'information au Chili ont ajouté que le gouvernement chilien avait nié ces arrestations.

Parmi les personnes disparues figurent notamment Georges Weibel et Victor Diaz membre du Comité directeur du P.C chilien qui « victimes de la torture sont probablement morts ».



Toute l'église locale est mise au service de la DC. A messina, c'est un prêtre tchecoslovaque qui a célébré la fête de la madone de la Lettera : « Satan est descendu sur terre et s'est incarné dans le communisme athée ». Dans la région de Catania, des vieilles femmes font le tour des maisons en distribuant des bulletins de vote DC et des images de la madone du Carmel.

Là où la religion ne marche pas, on fait jouer le clientélisme. Argent distribué, promesse de poste dans l'administration, tous les moyens sont bons. A tel point que certains secrétaires régionaux de la DC sont recherchés par la police locale pour avoir fait des embauches à la criée pour des hôtaux (alors qu'il n'y a pas de poste).

Voilà ce qui tient lieu de programme électoral à la DC (elle pourra toujours dire, si besoin est, plus tard, qu'elle n'a pas fait de promesse). Quand ils doivent répondre aux questions plus

précises des journalistes internationaux, les dirigeants démocrates-chrétiens développent leur conception de la participation et de la cogestion qu'ils aimeraient mettre en place. Au niveau des propositions pour sortir de la crise économique, ils proposent une programmation qui n'a rien de différent avec ce que se proposait de réaliser le centre gauche en 1963, et qui n'a jamais vu le jour.

Ainsi, cette campagne de droite ne fait que confirmer l'usure de l'appareil politique de la bourgeoisie. Mais la période électorale est un moment bien mal choisi pour tenter de former un nouveau parti (ce qui explique les hésitations des frères Agnelli). La bourgeoisie tente donc, pour le moment, de faire le plein des voix par tous les moyens, et, qu'elle réussisse ou non, elle devra finalement faire un choix le 21 juin.

Les pots de vin lockeed

MARIANO « ANTILOPE » RUMOR

Sorti avec 24 heures de retard (il aurait été bloqué par la préfecture de Milan), le numéro du 15 juin de l'hebdomadaire *panorama* qui publie le livre de code de la Lockheed, a enfin été mis en vente vendredi matin dans toute l'Italie.

A la lecture du code, on apprend que « Antilope » est le nom donné au gouvernement italien et que « Cobler » désigne le premier ministre. « Antilope Cobler », le personnage qui recevait les versements de la compagnie américaine était donc le PREMIER MINISTRE ITALIEN, Mariano Rumor, il est aujourd'hui ministre des affaires étrangères. On apprend en passant que « Cosmos » désignait Georges Pompidou. La confirmation est d'importance et on comprend pourquoi la commission d'enquête parlementaire cherchait à prolonger le plus possible l'enquête, au moins jusqu'au 21 juin. Aucun démenti n'est parvenu ni de la commission ni de la part de Lockheed.

Alors que le P.C.I. réclame la démission de Rumor, toutes les autres forces soulignent que Mariano l'Antilope n'est que le digne représentant d'un système de pouvoir basé sur la corruption. Ils n'en tirent pas pour autant la conclusion qui s'impose (sauf Démocrazia Proletaria), bien sûr : il ne faut pas espérer changer la D.C., mais se battre pour la chasser du pouvoir.

Damas d'être une promenade vers Beyrouth. La durée de l'affrontement, l'isolement diplomatique de l'envahisseur ont joué contre lui. Cependant, la présence prévue de troupes venant de plusieurs pays ne résout aucun problème. Les régimes qui y sont impliqués n'ont rien de progressiste. Comme la Syrie, ils craignent la résistance et son image dans les masses arabes. Autant ils refusaient que Damas contrôle seule les organisations palestiniennes, autant elle ne garantiront pas l'existence.

Fort du rejet par les leaders chrétiens (Frangié, Gemayel...) de l'ac-

cord du Caire, la Syrie continue son action. Elle joue sur l'opposition politique entre les régimes arabes et la résistance pour ne pas essuyer d'autres remontrances que verbales. La présence des autres troupes ne sont qu'une concession de forme qu'elle ne veut pas voir sanctionnée sur le terrain par une restriction de ses activités.

Mais tout en accroissant la pression militaire Damas continue à espérer un règlement politique. Elle pense que c'est en affaiblissant les forces progressistes que le meilleur compromis pour elle sera trouvée dans une table ronde entre les belligérants.

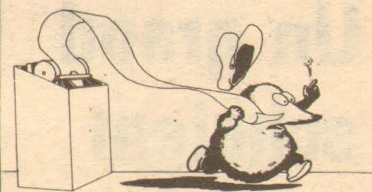
R. Brestar

dénoté Rau, ancien dirigeant de la Gestapo.

L'évêque Sergio Valech, représentant du cardinal de Santiago a déclaré à la délégation que cette vague de répression serait dénoncée dès que la conférence de l'O.E.A serait terminée.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

aux quatre coins du monde



URUGUAY

● Depuis le 8 juin, huit militants uruguayens font la grève de la faim à Stockholm en Suède. Cette grève a pour objectif de protester contre les crimes de la dictature uruguayenne et de sa collaboratrice la junte militaire argentine. Les grévistes en appellent à l'opinion publique internationale pour qu'elle condamne ces crimes.

MAROC

● Selon le quotidien algérien *El Moudjahid*, Aldellatif Zeroual, un responsable de l'opposition clandestine, enlevé par la police le 5 novembre 1974 à Casablanca est mort sous la torture dans les locaux de la police. Les tortionnaires l'ont rendu dans un état tel, poursuit le quotidien, qu'ils étaient dans l'obligation de la transporter sur une civière de sa cellule à la salle de tortures.

COMMUNIQUE

● Le comité de soutien à la lutte du peuple argentin salue l'intervention des anti-impérialistes qui dans la journée du 10 juin, par leurs action contre l'ambassade et différents organismes argentins, ont montré leur opposition à la dictature militaire en Argentine.

Devant la combativité de la classe ouvrière argentine et la montée des luttes de classe dans ce pays, face à la gravité de la situation économique sans précédent, la bourgeoisie argentine, comme au Chili, en Bolivie, en Uruguay et au Brésil a fait appel à l'armée pour écraser la classe ouvrière.

Le CSLPA lance un appel à soutenir la lutte du peuple argentin, il exige la libération des 20 000 prisonniers politiques de la dictature, il condamne la collaboration des forces répressives des dictatures du cône sud et exige la vie sauve, l'intégrité physique pour les milliers de latino-américains qui avaient trouvé refuge en Argentine et sont maintenant les otages de la dictature.

Il condamne particulièrement l'arrestation le 10 avril de Edgardo Enriquez, dirigeant du MIR chilien, livré depuis aux bourreaux de Pinochet ; il exige du gouvernement français l'ouverture immédiate des portes de l'Ambassade de France à Buenos-Aires à tous les réfugiés et leur accueil en France dans de bonnes conditions.

CSLPA
soutenu par LCR, OC-Révolution
OC-GOP, PSU, PCR.

LIBAN

RUPTURE DU CESSEZ-LE-FEU

CHILI

200 DISPARUS EN MAI

GRANDE BRETAGNE, LE RETOUR AUX ANNES 30 ? par Julien Tonnac

IV/ Un grand schelem contré !

La crise qui touche aujourd'hui la Grande Bretagne est la plus importante qu'elle ait connue depuis les années 30. Rien ne permet de croire que le gouvernement travailliste puisse y apporter une réponse satisfaisante. En attendant, il se contente de la gérer au mieux des intérêts de la bourgeoisie et bien entendu sur le dos de la classe ouvrière. Désarmé, le PC qui ne sait plus à quel saint se vouer ni avec qui faire l'unité pour conduire la Grande Bretagne au socialisme hésite sur la conduite à suivre, à la recherche d'une gauche du parti travailliste qui souvent se confond avec la droite.

Un certain nombre de facteurs témoignent de la précarité de ce gouvernement travailliste revu et corrigé. Petit à petit la classe ouvrière semble se réveiller de la léthargie superficielle dans laquelle l'avait plongé l'offensive coordonnée du gouvernement et de la bureaucratie. Après la journée d'action contre le chômage du 26 novembre qui avait vu 20 000 personnes manifester à Londres malgré l'opposition du conseil syndical, après la conférence sur le chômage du 27 mars dernier, d'autres initiatives de ce type ont eu lieu à plusieurs reprises au niveau local ou régional. Mais surtout, la journée nationale d'action sur les problèmes de l'emploi du 26 mai n'a pas été, malgré la faible participation du GBCP l'échec que l'on pouvait redouter.

10 000 personnes à Londres, cela n'a rien d'un échec. Bien au contraire. Même si la combativité des manifestants ne s'exprimait pas de façon évidente (peu de mots d'ordre comme souvent dans les manifestations en Grande-Bretagne) « il suffisait qu'ils soient là », comme me l'expliquait un shopsteward, pour démontrer aux Callaghan, Wilson, Foot Healey et consorts qu'ils ne parviendraient pas sans difficulté à faire adopter la nouvelle politique des revenus lors du congrès du TUC.

À la fin de la manifestation une voiture de police, chargée de la surveillance, s'arrêta à la hauteur d'un groupe de manifestants et leur remis une pancarte revendiquant « le droit au travail pour tous » qui avait été abandonnée sur la voie publique par l'un des participants à la manifestation. Ce que nous avons pris l'habitude de nommer le « fair-play » britannique, mais qui n'est en fait qu'une illustration du climat de collaboration de classe dans lequel se déroulent la plupart de ces mobilisations. D'ailleurs la manifestation ne s'arrêta-t-elle pas, comme le prescrit la loi, deux milles avant la chambre des communes pour ranger ces mêmes et banderoles — hautes en couleur — avant de reprendre sa marche jusqu'au parlement.

50 % de chômeurs

La grève des étudiants des collèges de formation des maîtres est un nouvel exemple de ce regain de combativité. Pendant plusieurs

jours de nombreux collèges britanniques ont été occupés par leurs étudiants. Le mouvement a pris naissance à Edinburgh, au collège de Moray House et s'est rapidement étendu à l'ensemble des autres collèges écossais avant de toucher l'Angleterre, aux alentours du 26 mai.

Au centre de leur mobilisation, le problème de l'emploi. Il y a actuellement 115 000 étudiants en Grande-Bretagne dans ces collèges et 40 000 d'entre eux sortiront diplômés à la fin de l'année scolaire. Plus de 20 000 sont d'ores et déjà assurés de ne pas trouver d'emploi et viendront s'ajouter aux 5 000 enseignants actuellement au chômage et aux 5 000 autres, futures victimes des restrictions budgétaires dans l'Education.

Car l'Education nationale a été la première victime des restrictions budgétaires. Aucune école maternelle ne sera construite d'ici à 1980. Pourtant leur nombre de place est inférieur à ce qu'il était en 1948. La situation frise parfois le ridicule, comme à Glasgow où 14 maternelles récemment construites, resteront vides la municipalité n'ayant pas les moyens de payer le personnel nécessaire à leur fonctionnement !

Et la situation ne risque pas de s'améliorer : alors qu'en 1973, 609 millions de livres ont été dépensés pour la construction de maternelles et d'écoles secondaires, il n'y en aura que 349 cette année et ce chiffre tombera à 217 millions en 1980. La situation est la même dans les universités où le total des dépenses passera de 208 millions de livres en 1972 à 121 millions en 1979.

Le troisième trimestre touchant à sa fin l'angoisse des examens a cédé la place à celle du chômage. À quoi bon obtenir un diplôme si celui-ci ne vous donne droit qu'à une poignée de main lors de la distribution des prix et à une place, avec 20 000 autres, sur les listes d'attente. En moins d'une semaine 13 000 étudiants écossais, suivant l'exemple de ceux du collège de Moray House votaient l'occupation de leur collège.

« Et pourtant les étudiants des collèges de formation des maîtres ne sont pas réputés pour être particulièrement militant ». Des Tiernay est étudiant au collège de Moray House et membre du comité d'occupation. Il est venu à Londres pour susciter un mouvement de solidarité et me raconte de quelle façon la lutte s'est déroulée. « Néanmoins ils ont rapidement compris qu'il leur fallait remettre globalement en question la politique du gouvernement. Aujourd'hui le collège est parsemé d'affiches expliquant qu'il ne s'agit pas d'un problème individuel mais d'une conséquence de la crise du système d'éducation, renforcée par les coupures de crédit instaurées par le gouvernement dans les services sociaux. »

Des formes de lutte démocratiques

« L'occupation de notre collège a permis de mettre sur pied un centre de coordination de la lutte, que nous nous sommes efforcés d'organiser le plus démocratiquement possible en impulsant l'élection de comités d'occupation, en appelant à des assemblées massives des occupants pour élaborer une ligne politique qui était par la suite soumise à discussion au sein des assemblées générales. »

« Nous avons appelé à une assemblée générale de tous les enseignants de la région, chômeurs ou titulaires, pour décider d'actions coordonnées sur l'Est de l'Ecosse. Nous avons même mis sur pied un comité d'action composé de représentants des collèges de tout le pays. »



Le 19 mars, 80 participants à une marche pour le droit au travail organisée par le comité national pour le droit au travail, soutenu essentiellement par l'International socialist (organisation révolutionnaire anglaise qui avait des liens étroits avec Lutte ouvrière mais aujourd'hui proche du PRP au Portugal) sont agressés par la police alors qu'ils arrivent à Londres après avoir parcouru, depuis Manchester, plus de 300 miles. 43 d'entre eux sont arrêtés et inculpés, certains pour rébellion contre les forces de police, d'autres pour coups et blessures. Une campagne de solidarité a été lancée dans le pays, à laquelle participent nos camarades de l'International Marxist Group.

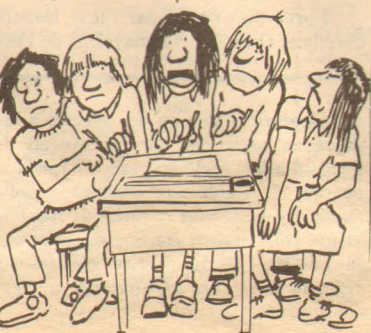
Cette organisation démocratique de la lutte semble avoir frappé l'imagination d'un journaliste bourgeois qui, au neuvième jour de l'occupation de Moray House, étonné de constater que les étudiants nettoyaient leur collège chaque matin, tira ainsi son article : « Ils revendiquent, sans alcool, sans sexe et sans drogue ».

Le mouvement depuis a pris de l'ampleur, et suscité un large mouvement de solidarité : le fait que les étudiants ne soient pas seulement mobilisés contre les restrictions au sein de l'éducation mais dans l'ensemble des services sociaux n'y est sans doute pas étranger. « Nous avons été particulièrement bien reçus par les mineurs et les travailleurs de certaines usines auxquels nous avons demandé de soutenir notre action » rapporte Des Tierney qui précise que des comités unitaires ont été mis sur pied pour soutenir l'action des étudiants.

Après qu'un appel national à une journée de solidarité ait été lancé par les étudiants écossais le mouvement a fait tache d'huile. Le collège de Southlands à Wimbledon entra le premier dans la lutte en Angleterre, cependant qu'à Londres plusieurs milliers d'étudiants participaient à des sit-in suivis d'occupation d'édifices publics, avant de se rallier au mouvement général de grève avec

Notre professeur n'a pas combattu les restrictions de crédit

OUR TEACHER
DIDN'T FIGHT
THE CUTS!



Envoyer des télégrammes de soutien au Comité d'occupation Moray House, College Of Education Holyrood road Edinburgh, EH 8 8AQ Grande-Bretagne

occupation qui se dessinait.

En quelques jours plusieurs dizaines de collèges étaient touchés et s'inspiraient de l'expérience de Moray House pour organiser leur action.

Aussi étaient ils en assez grand nombre à manifester au côté des travailleurs lors de la manifestation centrale du 26 mai, et certainement de loin les plus combattifs.

Vers des élections anticipées ?

C'est cet ensemble de facteurs qui expliquent qu'aujourd'hui une fraction de la bourgeoisie redoutant que le gouvernement minoritaire de Callaghan (en effet le parti travailliste majoritaire à la Chambre quant au nombre des députés est minoritaire, d'un strict point de vue électoral, puisque le gouvernement Wilson n'a remporté que 39,9 % des voix lors des élections anticipées d'octobre 1974) ne parvienne plus à contenir ses troupes, souhaite qu'il organise des élections anticipées. Soixante quatorze députés conservateurs ont en effet réclamé récemment la démission du gouvernement Callaghan après que le Parti travailliste est réussi de justesse à faire voter une loi permettant l'accélération du processus de nationalisation des chantiers navals.

Bien que le premier ministre, au pouvoir depuis moins de deux mois, ait déjà prévenu plusieurs fois le pays qu'il organiserait des élections si l'opposition l'empêchait de gouverner, il ne semble pas qu'une telle solution puisse être retenue pour l'heure. Quelle qu'en soit l'issue, aucun des deux principaux partis n'en sortirait grandi. Depuis quelques années, la désaffection pour les deux partis ne cesse de grandir : alors qu'en 1951 les suffrages qui se portaient sur d'autres que les conservateurs et les travaillistes atteignaient à peine 3,5 % des votes, ce pourcentage est remonté à 10,7 % en 1970, puis à 24,6 % en février 1974 et enfin à 24,9 % en octobre de la même année. Que ce soit en votant libéral — en fait le grand vainqueur des dernières élections, mais aujourd'hui affaibli du fait d'un récent scandale qui a discrédité son principal leader, Jeremy Thorpe — ou en votant... l'nationaliste — le nationalisme

écossais très virulent inquiète particulièrement la direction du Parti travailliste — ou bien encore en ne votant pas du tout une grande partie de l'électorat britannique ne se reconnaît plus dans aucun de deux partis qui gouvernent le pays depuis le début du siècle. Un nouvel exemple vient d'en être donné avec la victoire le 1^{er} juin des nationalistes et des dissidents du Parti travailliste à des élections locales partielles qui se déroulaient en Ecosse.

L'effondrement de la livre sterling depuis quelques jours dont le taux de dépréciation moyen depuis décembre 1971 a maintenant dépassé 40 % ne peut qu'accentuer les difficultés du gouvernement. Dans deux interviews télévisées successives le chancelier de l'Echiquier, Denis Healey, a répété que le gouvernement n'avait pas l'intention de prendre des mesures d'urgence, telles que la réduction radicale des dépenses publiques. Trois députés de la gauche du parti venaient en effet d'annoncer qu'ils voteraient contre toute nouvelle amputation des dépenses publiques. Une telle révolte — l'abstention de 41 députés — avait déjà provoqué une défaite des travaillistes à l'occasion d'un vote sur un projet de restriction des avantages sociaux.

« L'important, a poursuivi Denis Healey, est d'assurer que l'accord sur les salaires sera respecté et que l'inflation sera ralentie. » La partie est loin d'être jouée. Les délégués des 280 000 ouvriers du Bâtiment ont rejeté, le 2 juin dernier, le carcan salarial accepté par les dirigeants du TUC.

« Tout cela ressemble en quelque sorte à une partie de bridge assez ordinaire, telle qu'on en rencontre souvent dans les championnats. Les électeurs ont fait la donne, les conservateurs ont passé, les travaillistes demandent le grand schlem mais ne pourront le réaliser que si la classe ouvrière accepte de faire le mort », commentait ironiquement un passant en voyant défiler la manifestation.

L'importance donnée aux manifestations et aux différents meetings commémorant le 50^{ème} anniversaire de la grève générale de 1926, ressemble à s'y méprendre à un avertissement. Si 1926 fut l'année de l'échec, 1976 pourrait bien être l'année où la classe ouvrière britannique refuse de faire plus longtemps le mort... Fin.

Au tribunal de Versailles L'APPRENTISSAGE DE LA GREVE

14 heures, dans la salle des pas perdus, Cossec, président du tribunal de grande instance de Versailles discute de la grève avec quelques magistrats. Le matin, il a fait le tour des services pour constater les absences, conformément aux demandes de la chancellerie. Mais à cette heure-là, la grève était encore une grève interne, peu décelable pour le profane quand il s'agit de magistrats qui n'ont pas le contact direct avec le public ou qui, lorsqu'ils l'ont, peuvent organiser leur travail comme ils l'entendent.

Cet après-midi, par contre, c'est différent : des audiences publiques doivent se tenir et la grève ne pourra plus être cachée. Voilà qui explique la discussion.

Son objet ? Voir s'il y a des grévistes aux audiences et, dans ce cas, assurer leur remplacement. Les consignes qui ont été données par le Syndicat de la magistrature sont claires et vagues à la fois : pas d'incidents. En vertu de quoi les magistrats ont décidé de juger les affaires où comparaissent des détenus puis de se mettre en grève en renvoyant les autres.

Mais jusqu'où interpréter la consigne syndicale ? C'est toute la question qui se pose à la seule chambre correctionnelle, concernée par la grève. L'autre chambre correctionnelle ne veut entendre parler de rien : elle est présidée par Mme Cochard dont le mari est directeur de la gendarmerie. Une troisième chambre, civile celle-là, se déclare en grève mais comme elle siège à huis clos cela ne se saura pas.

Dans la chambre gréviste, l'audience a commencé par la seule affaire où il y a un détenu. Elle est présidée par un syndiqué partisan de la grève, tout comme le procureur. Les

deux assesseurs y sont par contre farouchement opposés. Le président Cossec tente, par d'incessantes navettes entre les couloirs et la salle des délibérés, d'organiser la suite de l'audience.

Première solution : réquisitionner le plus ancien avocat présent pour lui faire jouer le rôle d'assesseur, tandis qu'un des assesseurs non-grévistes prendra la présidence. Las ! les non-grévistes refusent d'assumer la présidence. « On ne connaît pas les dossiers » avouent-ils.

Deuxième solution : demander à un autre magistrat de présider. Malheureusement le magistrat pressenti, s'il n'est pas gréviste n'en refuse pas moins par solidarité de remplir la fonction qu'on lui propose.

Le président Cossec, courtois, onctueux et gêné à la fois, essaie de trouver une solution. L'audience a été suspendue, l'attente se prolonge, les conciliabules s'éternisent dans les couloirs. La section syndicale locale est maintenant devant le choix : faire quitter l'audience à ses membres ou, faute de remplaçant, la leur faire reprendre pour ne pas les exposer, seuls, à la répression. Finalement, on décide que les grévistes reprendront leur service après avoir fait une déclaration devant le public.

La peur a gagné. Les magistrats syndiqués s'éloignent, un peu amers. Le président Cossec, lui, est content. Officiellement la chambre n'a pas fait grève puisque le service a été assuré jusqu'au bout. Cela lui vaudra de la considération en haut lieu et une réputation de fermeté fort bonne pour la carrière. Demain, il fera parvenir à la chancellerie la liste des grévistes.

Georges Marion

Robert Pelletier radié de l'Education Nationale pour délit politique

« BERUFSVERBOT » A LA FRANÇAISE

Gaffe monumentale ou coup de bâton prémédité ? Peu importe, finalement : le licenciement brutal de notre camarade Robert Pelletier constitue un scandale dont la honte ne tardera pas à rejaillir sur ceux qui l'ont provoqué. Au premier abord, la décision apparaît si précipitée (Robert Pelletier licencié le 7 juin : pourquoi pas le 8, pourquoi ne pas attendre la fin de l'année scolaire ?) qu'elle vient de bien plus haut que l'inspection académique des Hauts-de-Seine. L'hypothèse d'une pression directe du ministère des armées n'est pas à écarter. Après tout, ce n'est pas d'hier que l'inspection académique est en possession de son dossier, de son casier judiciaire. Le procès de Marseille n'a-t-il pas fait suffisamment de bruit, Robert n'est-il pas suffisamment connu pour qu'on s'aperçoive aujourd'hui que ses « antécédents » judiciaires sont incompatibles avec l'exercice de son métier ?

Directement politique

D'un point de vue pédagogique, l'administration n'a pas l'ombre d'un reproche à adresser à Robert. Ce dernier, dans un contexte scolaire infiniment périlleux (classes où l'école parcourt tous ceux, enfants d'immigrés, de prolétaires, qui ne parviennent pas à suivre la voie royale du cursus scolaire), s'était intégré à une équipe d'enseignants qui s'efforcent de pratiquer une pédagogie différente, novatrice, compatible avec les centres d'intérêt et l'état d'esprit des jeunes dont il a la charge. Personne, jusqu'alors, n'y a trouvé à redire. Si bien que la sanction qui frappe Robert apparaît comme directement et ouvertement politique. Il s'agit d'un précédent extrêmement grave. L'Education nationale spéculait sur le fait que Robert fait par-



Robert Pelletier au premier plan, lors de la manifestation de Draguignan

tie de cette catégorie de personnel taillable, corvéable et licenciable à merci que sont les suppléants ; formellement, elle est dans son « droit » de licencier à tout moment, sans motif ni appel un suppléant. Mais le problème est précisément qu'elle en a rajouté en l'occurrence, en invoquant un motif qui est un aveu écrasant : c'est en référence à une condamnation politique que Robert est congédié. Chose extrêmement rare, pratiquement inconnue dans l'éducation nationale. Pendant la guerre d'Algérie, un signataire de l'appel des 121 avait été suspendu, mais il a fini par obtenir gain de cause et a été réintégré dans son poste. Les seuls motifs de radiation qu'envisage la réglementation en vigueur concernent les affaires dites de mœurs, de vols, etc. En l'occurrence, il s'agit de bien autre chose.

Que cherche l'éducation nationale en licenciant Robert aujourd'hui ? A introduire en France une nouvelle version de Berufsverbot qui fait des ravages que l'on connaît en Allemagne ? Si

aujourd'hui, le mouvement ouvrier et les syndicats enseignants laissent passer ce scandale, demain plus aucun enseignant révolutionnaire ne sera en sécurité. Déjà, dans d'autres secteurs de l'emploi d'Etat, la chasse aux sorcières a commencé...

Le pouvoir d'Etat a la rancune tenace. Il n'a pas pardonné à Robert et à ses camarades le formidable camouflet pour son autorité qu'a constitué le procès de Marseille. Aujourd'hui, estimant sans doute la conjoncture favorable, il se venge, basement. Il faut agir. Partout, dans les sections syndicales, il faut se mobiliser, adresser des motions de protestation à l'inspection académique des Hauts-de-Seine. Les directions syndicales devront aussi prendre leurs responsabilités. Le mouvement ouvrier, Mitterrand en tête, a pris fermement position contre le Berufsverbot en Allemagne. Il doit dénoncer tout aussi vigoureusement cette première tentative d'importer cette discrimination politique en France.

A.B.

Procès des automobilistes corses LE VERITABLE RESPONSABLE : PONIATOWSKI

C'est, sans conteste, durant cette semaine que la défense d'Edmond Simeoni et de ses camarades a pris un tournant véritablement offensif. Tout en poursuivant l'argumentation des semaines passées (les gendarmes ont été tués par les tireurs placés derrière eux) les avocats se sont attachés à démontrer la responsabilité de l'Etat dans tous les domaines. Plusieurs personnalités socio-professionnelles, politiques voire religieuses ont témoigné de la situation catastrophique de l'île dans tous les domaines. « Et cette situation pousse la jeunesse de l'île au désespoir » devait déclarer un professeur de lycée. Responsabilité dans la manière dont a agité le service d'ordre policier. « Le colonel Bouvet est un chef incapable qui a mené ses hommes à la catastrophe... »

Mais surtout, la défense et les inculpés ont directement mis en cause la responsabilité du ministre de l'Intérieur Poniowski, qui, au moment de la fusillade occupait les fonctions de chef de gouvernement par intérim. A ce propos, la défense a produit un témoin surprise, Jean Baptiste Gazzo, transporteur routier à Bastia, réquisitionné en Août pour acheminer des CRS à Aleria. Cet homme affirme avoir entendu le sous-préfet Guérin demandé par téléphone de cam-

présence d'une délégation de socio-professionnel. Or Guérin, s'adressait à son interlocuteur en disant « Monsieur le Ministre ». Témoignage troublant lorsqu'on sait que Guérin a toujours nier avoir un quelconque contact radio ou téléphonique avec Poniowski il est apparu très clairement durant cette quatrième semaine que les policiers de tous rangs ont cherché à « couvrir » la responsabilité du ministre de l'Intérieur dans l'affaire d'Aléria. Pourquoi le Conseil des Ministres n'a-t-il pas autorisé le prince des flics à venir témoigner comme la défense le demandait ? Aurait-il quelque chose à cacher ? Et Edmond Simeoni devait à plusieurs reprises prendre violemment à parti l'avocat général :

« La vérité on vous la cache il est toujours dangereux de vouloir légitimer a posteriori les crimes d'Etat ».

Cette dernière semaine de témoignages aura mis en déroute les derniers arguments de l'accusation. Il est désormais clair que les deux gendarmes n'ont pu être tués de la cave ; qu'il y avait bien des tireurs dans les vignes ; que l'on a pris la responsabilité en haut lieu d'un drame sanglant. Maintenant réquisitoires et plaidoiries vont se succéder jusqu'à mercredi après-midi, date du verdict. Le pouvoir prendra-t-il la responsabilité d'une condamnation et donc d'incidents très graves dans l'île ? La balle est de son côté.

Gabriel Pietri

DERNIERE MINUTE

La police a annoncé hier l'arrestation de cinq personnes qui seraient responsables des attentats commis à la fin du mois de mai contre un commissariat de police et la banque Rothschild. Selon la police, trois des personnes arrêtées, Jean-François Gailhac, Jean-Louis Lascoux et Bernard Mumber, auraient reconnu les faits. Les deux autres interpellés sont Jacques Pucheu et Evelyn Barge. Cette dernière militante anti-sioniste avait été condamnée en 1971 en Israël pour y avoir introduit des explosifs. Elle avait été libérée en 1974 et expulsée vers la France.

Il y a quelques jours, les interpellés ont affirmé être totalement étrangers aux attentats commis contre des sociétés d'interim.

MARCHAIS : LA CROSSE EN L'AIR

Dans la salle comble du Palais des Sports de Lyon, Georges Marchais, a tenu jeudi soir un meeting en direction des chrétiens. Après une intense propagande dans la région, 600 000 tracts distribués, c'est de toute la région que venait l'assistance. Il est difficile de savoir combien de chrétiens y ont participé.

Les seuls mots d'ordre scandés au cours du meeting ont porté sur l'union et l'action avec le Parti Communiste. La réunion a été perturbée par une cinquantaine de chrétiens intégristes qui déployant des banderoles ont tenté d'entonner un « Crédo ». Il est intéressant de savoir que la « coordination lyonnaise des chrétiens en action » ont la même imprimerie que celle de l'UNI (Groupe universitaire d'extrême-droite proche des SAC — Service d'Action Civique).

Le meeting de jeudi soir était l'occasion pour le PCF de lancer un appel aux chrétiens de France. Certaines déclarations sont fortes intéressantes : « l'idée que la religion devait constituer une barrière entre les travailleurs a, certes, marqué pendant un temps le mouvement ouvrier français... Mais cette antichristianisme, c'était aussi une manifestation de la maladie infantile du socialisme. Il a aussi repris les thèmes chers au XXII^e Congrès du PC sur la lutte contre la pornographie et pour le retour

aux véritables valeurs de l'occident chrétien.

La lutte contre l'immoralité est donc un des aspects de la tentative de rapprochement avec les chrétiens. C'est un des gages qui leurs sont donnés. Une des autres garanties est venue à la fin du meeting où « l'hymne à la joie » de Beethoven a remplacé l'Internationale et même la Marseillaise.

Le PCF dans cet appel, fait une totale amalgame entre les travailleurs chrétiens et la hiérarchie catholique. La ligne de l'Union du Peuple de France permet au PC de tendre la main à tous les hommes de bonne volonté, même s'ils sont étroitement liés à la classe dominante.

Ce n'est évidemment pas sans rappeler le discours historique de Thorez en 1936 qui, amalgamant toute la population pour la lutte contre les 200 familles, tendait la main à tous, y compris les anciens combattants devenus Croix de feu (mouvement fasciste dirigé par le Colonel de la Rocque).

Ainsi au PCF, les dirigeants changent, le langage se transforme, mais la politique est la même. Le « Peuple de France » est pris comme un tout sans distinction de classe, ce qui importe c'est la lutte contre les multinationales (ou en 36 les 200 familles).

F. G.

Coordination nationale des centres FPA
Samedi et dimanche à Champs sur Marne

LA FORMATION... QUELLE FORMATION ?

• Le temps d'un stage dans un « cadre enchanteur » • Le royaume d'Ubu et de Kafka • Le vestiaire, c'est le couloir • L'article 40 du règlement

Le centre FPA de la « Treille » à Marseille avec ses 900 stagiaires en formation est le plus grand centre de France. Situé dans la verdure à la périphérie de la ville à tel point que le plus proche autobus du réseau marseillais s'arrête à deux kilomètres, il est une belle réalisation selon «le Provençal», journal de Gaston Defferre.

Avant hier, les travailleurs en formation, syndiqués CGT, tenaient une conférence de presse à la Bourse du Travail de Marseille pour exposer les conditions de vie et les revendications des stagiaires FPA.

L'attitude de la FPA par rapport aux stagiaires tient dans l'article 40 du règlement intérieur : « la plus stricte neutralité politique, confessionnelle ou syndicale doit être observée à l'intérieur du centre. Toute atteinte à cette règle, quelle qu'en soit la forme, sera sanctionnée. Il est notamment interdit : de distribuer des tracts, afficher des documents, et d'avoir des discussions de nature à troubler l'ordre dans le centre ».

Et pour que tout soit clair, lorsqu'un stagiaire entre au centre, il signe un contrat où il est stipulé que tout manquement au règlement intérieur peut entraîner son renvoi de la FPA. Ainsi la direction fait aux travailleurs en formation des mineurs politiques : elle leur refuse le droit de se syndiquer, le droit élémentaire de travailler. Et par cette atteinte fondamentale aux libertés, la direction administre le royaume de Kafka et d'Ubu-Roi : ce royaume commence aux portes de la Treille. Tel ouvrier électricien est entré en formation pour devenir soudeur : dans le centre il trouvera un travailleur soudeur qui lui est en formation pour faire électricien.

Un médecin pour 900 travailleurs

Et on va former comme on peut : peu de moniteurs, des sections surchargées, peu ou pas de matériel, (par exemple, en section électricité, on fait une queue de plus d'une heure pour avoir la perceuse). Du côté des conditions de sécurité, ce n'est guère brillant : pas un seul médecin sur le centre où 900 travailleurs utilisent toutes sortes de matériaux et notamment des machines-outils ; plus de la moitié d'entre eux sont hébergés par la FPA dans le centre même. Déjà des blessés ont été évacués par leurs camarades dans leur voiture personnelle vers l'hôpital le plus proche. Un délégué CGT explique : « C'est la politique du débrouillez-

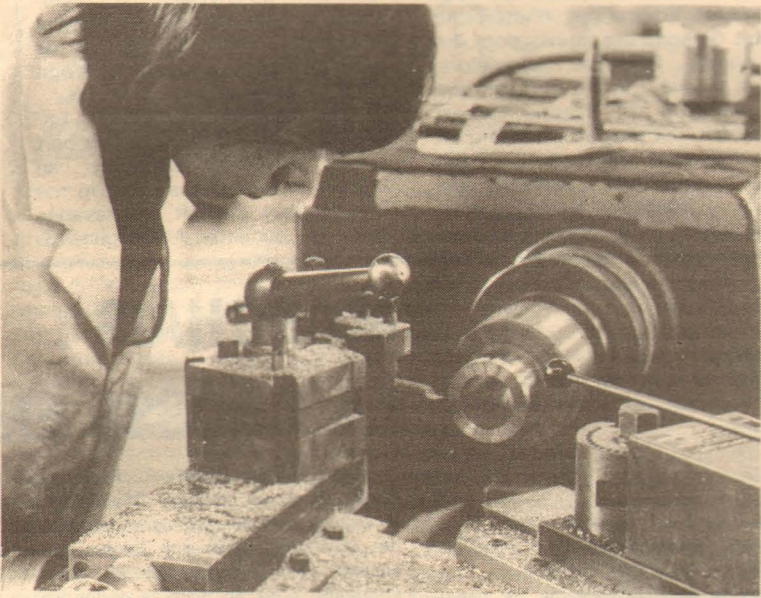
vous entre vous ; il n'existe pas de vestiaires : nous devons nous changer dans les couloirs ». Et là commence le royaume de l'hébergement : six par chambre, des chambres aux portes vitrées pour que l'on puisse voir ce qui se passe à l'intérieur, ces chambres où l'on n'a pas le droit de recevoir ni femmes, ni enfants, ni amis, tout droit de visite est interdit. Des robinets cassés, des matelas en mauvais état. « Si d'aventure on s'adresse à la direction, la réponse est invariable : c'est la faute aux stagiaires si le robinet du troisième est cassé, si le matelas est en mauvais état. » SI LA PEINTURE EST SALE ET S'ECAILLE ». Voilà résumé en quelques mots par un délégué la position de la direction sur la qualité de la vie. Merci, Monsieur Stoléru, vous qui criez à la revalorisation du travail manuel !

Et si d'aventure le stagiaire croit trouver un répit à la cantine, il sera déçu : la bouffe, gérée par Jacques Borel est à l'image du reste.

Dans ce cadre paradisiaque, la disparité des salaires est énorme. Plus de 50% et le bas de l'échelle est tenu par les jeunes de moins de 18 ans avec 720 Frs par mois sur lesquels bien sûr ils doivent payer les logements. La direction utilise même un article relatif à l'ancienne majorité à 21 ans, payée à 80% du salaire initial, un stagiaire qui a droit aujourd'hui à 90% ; il n'y a pas de petites économies et M. Fourcade a de zélés serviteurs dans les F.P.A.

C'est dans ce cadre qu'une section CGT s'est formée dans « L'illégalité ». Cette section est forte de cent adhérents. Son axe central, c'est la reconnaissance des droits syndicaux à la FPA. Une pétition pour l'abrogation de l'article 40 a recueilli 350 signatures. Le 13 mai, les délégués sont reçus par un représentant du Préfet pour lui demander d'organiser une table ronde avec la direction FPA ; la municipalité, la direction du travail et de la main d'œuvre... On promet, mais « on » ne fait rien. Une délégation des stagiaires a porté cette même pétition à l'Assemblée Nationale : portes closes chez les Républicains Indépendants et l'UDR.

La lutte a alors pris un tour nouveau. Dans le centre même ; la section CGT a organisé une assemblée générale de 150 travailleurs et ceci malgré les pressions de la direction. Dans cette AG il y a



eu un compte-rendu des initiatives de la section : une discussion autour des problèmes centraux et des principales revendications, droit d'organisation syndicale et libertés à l'intérieur de l'entreprise, salaires au plancher à 2 000 Frs minimum, formation et embauche après le stage.

Voilà où en est la lutte à Marseille ; de plus, au niveau national, il existe une coordination intersyndicale CGT-CFDT avec des délégués de plusieurs centres. Hier 11 juin devaient s'ouvrir à Paris des négociations sur les revendications et enfin ce week-end une rencontre nationale a lieu avec les délégués de toutes les sections FPA de France.

Correspondant Marseille.

Les samedi et dimanche 12-13 juin à partir de 14 heures se tiendra la seconde coordination nationale des stagiaires de FPA à Champs sur Marne.

AMAURY DOIT CEDER!

Dans le dernier numéro du « Parisien libéré » version détournée par les travailleurs de cette entreprise, le comité intersyndical du livre parisien CGT appelle les travailleurs de l'imprimerie de labeur et de la presse à participer au grand rassemblement organisé par : la Fédération française du livre CGT ; l'Union nationale des syndicats de journalistes (CGT, CFDT, FO, SNJ) ; la Fédération du livre CFDT ; le syndicat national radio-télévision CGT ; le syndicat unifié radio-télévision CFDT. Il se tiendra le 17 juin de 12h 30 à 14h 30 ; le lieu sera communiqué ultérieurement.

L'article éditorial de H. Krasucki intitulé « une solution est en vue, qui donc y fait obstacle ? » développe largement l'idée contenue dans le

titre : « La preuve est ainsi faite qu'il est possible de s'adapter aux impératifs de la modernisation sans faire des chômeurs et sans léser les intérêts ni les droits des travailleurs concernés ».

Qui donc empêche cette solution demande Krasucki ? C'est que les patrons de France-Soir et du Figaro se sont mis en travers et bien que minoritaires parmi les titres, ce sont eux qui emploient le plus de monde et leur participation est indispensable à l'application d'un accord. Il dénonce ensuite les groupes Paribas-Hachette et Hersant, ainsi que la banque « X » et le gouvernement qui pour des « raisons de hargne anti-syndicale » soutiennent Amaury et retardent la conclusion d'un accord englobant tous les journaux, y compris le « Parisien Libéré ».

Au métro de Marseille

- 1300 licenciements prévus
- Le préfet parle de « reconversion »

Le chômage est au bout du tunnel

Dès la fin de l'année 1977, les marseillais pourront prendre le métro... et 1300 travailleurs de plus seront au chômage. C'est du moins ce que prépare la société du Métro, en commençant déjà à débaucher sans garantie, évidemment, d'aucun reclassement.

Pour la société Quillery Saint-Maur, le plus gros employeur, c'est déjà programmé : 40 licenciements aujourd'hui, 108 pour juin, et 417 fin septembre. Comme on le voit, les patrons veulent faire passer la pilule en la découpant en tranches : d'abord mineurs, coffreurs, conducteurs d'engins, etc. quitte à les remplacer, en sous-main, quand le besoin s'en fait sentir, par les intérimaires. A propos de cette pratique « moins coûteuse » pour les employeurs, la CGT a saisi l'inspection du travail.

Le préfet Aurillac répond à ces problèmes, dans le style de la société libérale avancée, en termes « d'adaptation », de « reconversion », de « recensement des possibilités régionales », alors qu'il y a actuellement 53 000 chômeurs dans le département et que le bâtiment est une des branches les plus touchées.

A Marseille, aux dernières municipales, le métro avait été le principal terrain d'affrontements entre Comiti et Gaston Defferre. Chacun avait « son » projet et garantissait aux électeurs de le mener à bien pendant son mandat. On comprend que pour le député-maire socialiste, il faille presser le mouvement avant les prochaines municipales. Mais pour les travailleurs du métro, le chômage est au bout du tunnel.

Correspondant

Magasins Réunis Paris Etoile

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1968

- De la prime de vacances à l'embauche contrôlée par les employés.
- Le patron décide de distribuer le salaire des grévistes aux non-grévistes.

On n'avait jamais vu ça depuis 68 ! Les magasins réunis occupés ! Les magasins réunis qui regroupent les magasins réunis de l'Est et Parunis, représentant le 3^e groupe français après le Printemps et les Nouvelles Galeries. Présents dans toutes les grandes villes, il ont deux succursales à Paris, à l'Etoile et à la République (où la répression patronale interdit l'existence d'une section syndicale, alors que le nombre de syndiqués est important). Le chiffre d'affaire en 1975 a augmenté de 7,9 %, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 20 %. Un grand nombre d'emplois a été supprimé, en 68 il y avait 700 employés, il y en a aujourd'hui 450, dont les 2/3 de femmes.

Le fort mouvement de lutte actuel est parti sur le problème de la prime de vacances : le mini de la profession est de 500 F, or, le 3 juin avec plus de 3 semaines de retard, la direction a accordé seulement 450 F (aux nouvelles Galeries, elle est de 750 F, de 500 F au Printemps, à la Samaritaine, au BHV, etc). Les employés, avec les sections syndicales CFDT, CGT et des militants de FO, après occupation des locaux administratifs, ont obtenu satisfaction sur ce point.

Mais sur le problème des salaires, des conditions de travail, de l'embauche, des classifications, de la suppression des contrats temporaires, la direction a refusé la négociation. Les employés se sont réunis en AG, le jeudi 10 juin, pour exiger de la direction l'engagement de ne pas prendre de sanctions pour fait de grève, et l'ouverture immédiate de négociations sur :

- 300 francs pour tous, répartis en trois tranches de 100 francs de mai à décembre ;
- Embauche de 25 personnes, réparties sous le contrôle des employés ;
- Suppression des contrats temporaires, contre la déqualification ;

- Egalité des salaires pour les femmes, 20 minutes de pause et suppression des sorties retardées pour les caissières ;

- Suppression des différences de salaires existants dans les mêmes catégories (dans la catégorie 3, par exemple, la fourchette va de 1460 F à 1940 F pour le même travail).

Ce patron de choc et plein d'idées originales quand il s'agit de se moquer des travailleurs, au lieu d'accepter de réelles négociations, a décidé de prendre les salaires des grévistes pour les redistribuer aux non-grévistes !

La réponse de la direction a été le lock-out mercredi jusqu'à 15 heures et une augmentation de 95 francs !...

Les travailleurs sont conscients de la nécessité de populariser leur lutte. Au niveau national, ils prennent contact avec les magasins de la chaîne, au niveau local, ils informent la population sur les marchés et s'adressent à la clientèle par des panneaux et des discussions dans le magasin.

Correspondant 17°

Métallos La Rochelle

UNE LUTTE QUI NE VEUT PAS MOURIR

- Les incidents se multiplient dans les entreprises
- La reprise n'est pas acceptée par de nombreux travailleurs

Sept semaines de grève. Pour des broutilles. Les travailleurs métallurgistes de La Rochelle ont voté mardi pour la reprise du travail, devant l'intransigeance patronale. On pourrait plutôt dire, pour rentrer dans les usines. Car la très forte minorité qui s'était dégagée contre la reprise a refusé de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction.

De nouvelles formes d'action se développent. A l'Alstom (2.000 ouvriers), mardi et mercredi, débrayages, occupation sauvage des vestiaires, ce certains ateliers, sabotage d'une pointeuse. Pour une fois, l'expression « continuer la lutte sous d'autres formes » se révèle être la réalité et non une formule rituelle servant à enterrer la lutte. Jeudi, les ouvriers des Chan-

tiers navals ont arrêté le travail une heure. Le même jour, les travailleurs d'Alstom sortaient en masse dans la ville d'Aytré.

Quel « climat d'insécurité » ?

A la Semat, entreprise qui fabrique des bennes à ordures, les débrayages ont été si nombreux que jeudi le patron annonçait qu'il fer-

mait la boîte « en raison du climat d'insécurité qui y règne ». Un peu partout des meetings sont organisés pour exiger la satisfaction des revendications. Les délégués syndicaux ont réaffirmé la volonté de « poursuivre efficacement la lutte afin d'obtenir les augmentations de salaire refusées jusqu'à ce jour par les directions. »

Endurcis

Les métallos n'ont donc rien abandonné de leur combativité. Pour les 150 francs pour tous, les quarante heures, le respect des droits syndicaux, ils continuent le combat. Et pourtant, près de deux mois de grève totale touchant 5.000 ouvriers, ça pèse. Mais à travers ce combat, de nombreux travailleurs ont fait l'expérience d'une lutte active : piquets massifs devant les boîtes, assemblées générales de milliers de travailleurs décidant de la poursuite de l'action, action de popularisation sur les quartiers, occupation du pont tournant. Sans compter la diffusion massive de tracts réalisée par deux cent grévistes, le 12 mai, à simca-Périgny, fief de la CFT. Ni les affrontements avec les CRS devant la CIT-Alcatel.

La longueur de la lutte, la dureté du conflit, la sourde oreille patronale ont pu décourager certains travailleurs. Elles en ont endurci d'autres. Ce sont ceux-là qui font tout pour une lutte qui ne veut pas mourir.

S.M.



De nombreux affrontement ont marqué le conflit rochelais. Sur notre photo, les grévistes font face aux gardes-mobiles, devant la CIT-Alcatel, le 24 mai. Dans quelques instants, les premières pierres vont voler.

TRIBUNE des luttes

Les organisations syndicales CGT-CFDT de l'hôpital Jean Verdier à Bondy.

A Bondy, un nouvel hôpital de l'Assistance publique, l'hôpital Jean Verdier, s'est ouvert en Novembre 1975. Dans l'ensemble du secteur hospitalier, comme ici, le manque d'effectifs est très important, alors qu'il y a plus d'un million de chômeurs. L'Assistance publique rentabilise les hôpitaux par différentes mesures : peu d'embauches, si ce n'est comme intermittent ; secteurs rentables cédés au privé (nettoyage, restauration) ; restriction de la formation professionnelle... De plus, l'A.P. teste à travers Bondy des mesures qu'elle vise à appliquer ensuite sur l'ensemble des hôpitaux.

Déjà de par les horaires et la présence nécessaire 24 heures sur 24 auprès des malades, les conditions de vie et de travail sont difficiles. Maintenant, sous prétexte de recyclage, on nous impose une rotation de deux jours par mois à un mois par an, entre les équipes du matin et de nuit. Le personnel et ses organisations syndicales CGT-CFDT ont lutté dès le début contre cette mesure : en nous rendant plus mobiles, à moyen terme, la direction se prépare à nous utiliser selon ses besoins. Ces roulements entraînent une fatigue accrue avec désorganisation de notre rythme de vie. Cela pose aussi le problème de la garde des enfants :

- Une travailleuse de nuit passe du matin ; qui garde les enfants dans la journée ? L'A.P. pense-t-elle que l'on peut facilement trouver une nourrice pour quelques jours ? La région, mal desservie, impose un temps de transport en moyenne de 3/4 d'heure à une heure. La femme doit-elle rentrer chez elle, amener le ou les enfants à la crèche de l'hôpital, retourner chez elle, revenir les chercher, les ramener, puis finalement retourner travailler ?...

- Une travailleuse du matin passe de nuit : si elle vit seule ou si le mari travaille en équipes (fonction publique, SNCF...), doit-elle laisser les enfants seuls à la maison ?...

Par sa mobilisation, le personnel avait résisté à l'application de ces roulements. Par contre les horaires actuels (13 heures-21 heures, 21 heures-7 heures) au lieu de 15 heures-23 heures ; 23 heures-7 heures) satisfaisaient le personnel. En ne voulant pas dissocier horaires et roulements, la direction a fait un chantag visant à faire céder le personnel sur les roulements.

L'humiliation des hôpitaux, ce n'est pas surexploiter le personnel : ce n'est pas maintenir des effectifs insuffisants, augmenter les cadences, dégrader ses conditions de travail et de vie ! Tout cela n'entraîne qu'une qualité de soins moindre, peu de contacts avec les soignés et visiteurs.

C'est pourquoi le personnel de Bondy s'adresse à tous pour faire connaître cette situation et montrer concrètement à vos lecteurs quelle est la politique menée par madame Veil envers les travailleurs des hôpitaux.

« Vous avez été impressionnés ? »

La grève de la métallurgie rochelaise a marqué toute la ville. En témoigne cette séance du tribunal de la Rochelle devant lequel comparait un agent de maîtrise de la Cit-Alcatel. C'est devant cette entreprise que se déroulèrent de violents incidents en mai.

Le président : « vous avez avoué des vols dans plusieurs grandes surfaces ».

X : ces objets, je les avais achetés depuis longtemps.

- mais enfin, vous avez dit les avoir dérobés, lors des interrogatoires de police. C'est écrit. Vous l'avez signé.

- Oui d'accord. Mais il y avait plusieurs inspecteurs autour de

moi. Ils me disaient : « C'est toi qui a volé cela à Record... ». Je disais non. Ils répétaient. Je disais oui.

- Ils vous ont impressionné ?

- Oui

Le procureur : « C'est quand même très curieux. On s'affirme ici impressionné par la police. Mais lorsqu'il s'agit de lancer des boulons sur les CRS, on n'hésite plus ».

Correspondant

Ouest Electro Argenteuil

UN DELEGUE LICENCIE

Le patron règle ses comptes avec la section CFDT créée après une grève victorieuse l'an passé.

Depuis plusieurs mois, les avertissements pleuvaient, surtout sur les délégués. Aujourd'hui, le patron licencie le secrétaire du CE, CFDT, pour faute grave. Celui-ci, convoqué par le patron à poigne, demande la présence d'une déléguée du personnel CFDT. Le patron n'accepte pas et interprète la position du

camarade comme un refus de se présenter devant lui. Cette mesure d'intimidation n'est pas un fait isolé sur la ville. La répression anti-syndicale est bien le choix fait par le patronat pour se préparer à des lendemains difficiles. Pour la réintégration du camarade, la mobilisation unitaire réelle sur l'entreprise doit s'étendre aux autres entreprises de la région.

Correspondante

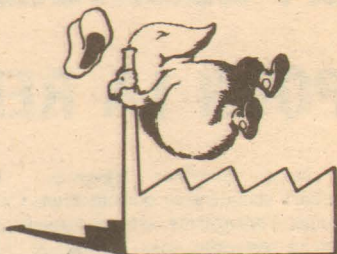
La BNP-Rouen est entrée en grève depuis quatre semaines à 40 %

40 %. Dieppe est également entrée en grève, à 75 %. Un comité de grève a été élu mardi, avec des délégués de la CGT et de la CFDT et des non-délégués. Un travail en commissions a commencé, en particulier pour la rédaction des tracts.

La direction qui commence à s'énervier sérieusement menace ouvertement des délégués et

parle de comptes à régler, mais elle continue à refuser la moindre discussion avec les représentants des grévistes. Begot, représentant de la Fédération CFDT, viendra lundi apporter son soutien aux grévistes et à cette occasion une manifestation aura lieu. Des contacts ont été établis avec les travailleurs de la BNP Gambetta de Paris.

en lutte



● Communaux de l'île Adam.

Le 10 juin, 500 cadres communaux ont manifesté à l'île Adam. Un sit-in s'est déroulé devant la Mairie pour imposer à Ponia dont dépendent les travailleurs communaux, l'ouverture de négociations sur la bse de 2000 F mini, le 13^e mois, la titularisation des auxiliaires, l'extension des droits syndicaux. La manifestation était organisée par la CGT. Après la manif, un pique-nique a été organisé dans la ville.

Correspondant

● L'occupation de l'ordinateur de Sovirel-Bagneaux continue, contre les 23 licenciements annoncés. Mercredi, lorsque le chef de la sécurité a voulu remettre l'ordinateur en route, des débrayages de solidarité des ouvriers ont eu lieu. Jeudi, le patron assignait les grévistes en référé et demandait leur expulsion pour « occupation illégale des locaux » et « séquestration de cadres », demandant une décision rapide. Le tribunal a reporté sa décision à lundi.

Correspondant

● Initiatives contre le racisme dans le Vaucluse : Quatre vingt présents, le 24 mai, à un meeting-débat sur les travailleurs immigrés à Carpentras à l'appel de l'UL-CFDT, de la LICA, de la Ligue des Droits des hommes. Plusieurs participants témoignent des salaires en cours dans la région : 450 F par mois à Violès ! A Cavaillon, l'ASTI, le PCF, le PS, la CGT, la CFDT, la FEN, se sont également mobilisés contre le racisme. Sur le plan départemental, une conférence de presse a eu lieu avec la CFDT, la FEN, le MRAP, le MDPL, le PSU et la LCR.

Correspondant

● Aux cars Bonnot (Marseille), les travailleurs en grève depuis dix jours demandent le respect de la législation en matière de durée du travail. Certains conducteurs ayant des amplitudes de rotation de 18 heures. Ces conditions de travail, outre qu'elles sont insupportables pour les travailleurs, constituent également un danger public pour tous les usagers. Jusqu'à ce jour, les pouvoirs publics ne se sont pas manifestés. Chez Bonnot les travailleurs comptent fermement poursuivre leur lutte pour obliger les patrons à céder. (Corr.)



135 lauréats au concours général LA GLORIOLE DES ELEVES POUR LA REPUTATION DES LYCEES

Nous sommes rassurés : les valeurs scolaires se portent bien. Cette année, l'optimisme est de rigueur : le niveau remonte, pas moins de 135 lauréats, un palmarès long et touffu.

De quoi s'agit-il ? Du concours général. Une institution décrépie, mais qui fait encore recette. Un examen « blanc » où quelques élèves triés sur le volet, les « meilleurs », concourent pour la gloriole, et plus basement, pour la réputation de leur lycée ou le crédit de leur professeur. Le symbole de l'élitisme.

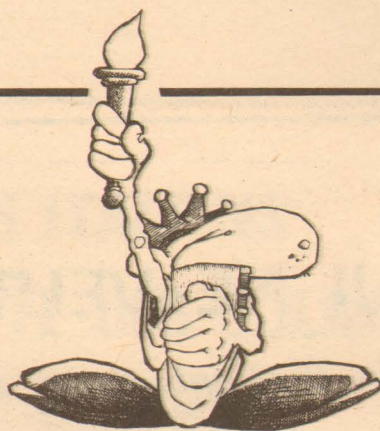
Signe des temps, l'élève le plus côté, gratifié de deux premiers prix, est membre des Jeunesses Socialistes. Ce brillant sujet fait des merveilles au Lycée International de Saint Germain en Laye, réserve dorée pour enfants de diplomates ou de grands bourgeois. Mais qui oserait prétendre que ces réussites scolaires ont quelque chose à voir avec le statut social ? Qui oserait avancer que les vainqueurs se recrutent essentiellement dans les séries « C », filières privilégiées où l'on trouve le moins d'enfants de couches populaires ? Qui oserait s'amuser des profils de ce gratin scolaire, tels que les rapportent les dépêches AFP ? Le premier prix de physique est « très sportif », « pratique le tennis, la

natation et fait de la voile ». A l'« allure sportive » aussi, ce premier prix de philo qui « écoute Bach entre deux révisions ». Jamais des forts en thèmes, toujours l'esprit ouvert et le corps disponible...

Quant aux sujets... Bouffis d'académisme, en Philo : « est-il légitime d'opposer la connaissance et la vie ? ». Ou plus terre à terre, en histoire : « les paysans et ouvriers russes entre 1855 et 1914 ». Surprenant : sur un tel sujet, c'est un élève réactionnaire et fier de l'être qui l'a emporté. Evidemment, sujets corrections, contenu, tout est neutre, surtout quand le lauréat affirme : « c'est-à-dire qu'est la liberté » ou « la lutte des classes n'explique pas tout » (le Monde du 11 juin). Reste l'épreuve de philosophie pour les séries B à E qui fut l'occasion d'une contestation du concours de l'intérieur, le 3 mai dernier. Le sujet : « être de son temps : que signifie cette expression et que vaut l'attitude qu'elle désigne ? ». Réponse toute contrainte de huit candidats ; c'est faire grève aux côtés des étudiants et boycotter le concours général. Ils diffusaient un tract à l'entrée de la Maison des exécutifs sous le titre « arrêtez ». « avez-vous vraiment envie de passer six heures à être le premier », interrogeaient-ils, en proposant de rédiger

des « copies pirates », de « partir avec » dent du jury le leur a interdit. et de les envoyer à la presse. Le prési-

J.K



Chronique

UN EX-VILLAGE, UN SUPER-MARCHE ET UN SOUVENIR...

Coincée entre Val de Marne et Essonne, à 25 kms de Paris, Périgny sur Yerres, « tranche de campagne » dans l'agglomération urbaine. Avec ses fermes. Avec ses maisons basses et son café-épicerie. Bref, tout ce qui fait la « ruralité »...

C'est ce qu'ont remarqué les quelques parisiens fortunés qui ont entrepris coquettement les maisons anciennes. Dans leur foulée s'est installée l'indispensable antiquaire. Suprême élégance : sur une façade, une vieille plaque émaillée au nom des « huiles Renault » et qui est soigneusement entretenue... Les vieux habitants de Périgny auront remarqué que l'arrivée de l'antiquaire a coïncidé avec le départ du boulanger ; il serait exagéré de dire qu'ils se sont croisés sur la route ; toujours est-il que l'évolution qui a suscité la création d'un marché d'antiquités est la même qui a mis un terme à la tournée du boulanger dans les quatre villages du coin. C'est la même qui a entraîné la transformation de l'épicerie-buvette en café qui-fait-un-peu-d'épicerie.

Bien sûr, la population de Périgny est passée de 400 à 1.000 habitants. Mais, de nos jours, qui n'a pas sa voiture pour faire ses courses ? Justement, à quelques kilomètres de Périgny, Euromarché offre ses services voraces. Planté dans une clairière, ce centre commercial a les charmes d'une verrue. Aux « enfermements » de l'individu dans l'école, la famille, l'asile... le capitalisme ajoute l'enfermement de l'individu dans la consommation. Quel travailleur des grandes zones urbaines peut-il aujourd'hui échapper à l'attrait des centres commerciaux ? On y vient en famille, c'est la sortie du samedi. De l'HLM à la voiture, de la voiture au parking... sautez sur votre caddy et ne le lâchez plus. Un coup d'oeil furtif et indifférent sur les travailleurs immigrés qui charrient les caddies dispersés sur le parking. Un regard ferme sur la caissière si l'homme la trouve jolie... et vogue la consommation !

Au rayon crèmerie, quand mon caddy se trouve prisonnier de trois autres, j'imagine un grand « clash ». La guerre des caddies, une gigantesque bataille de caddies tamponneurs, où caddies et marchandises se désagrégeraient, où la verrue Euromarché sauterait, où la caissière enlèverait sa blouse distinctive et le consommateur quitterait son masque caractéristique... En revenant d'Euromarché, je pense à cette énorme entreprise d'acculturation que constitue l'organisation de la vie quotidienne, bien plus puissante que la transmission didactique de l'idéologie dominante à l'Eglise ou à l'école. Je songe à ces phrases mille fois répétées dans la littérature marxiste, du genre : « l'aliénation trouve sa racine dans les rapports capitalistes de production », ces phrases que l'on répète comme à l'école et sur le même ton que : « la Loire prend sa source au Mont Gerbier des Joncs » (...). Avant de conclure, je voudrais vous dire ceci : à Périgny, les trotskystes ont un port d'attache ; c'est ici qu'en 1938 se tint la conférence de fondation de la 4^e Internationale, dans une maison appartenant aux Rosmer. Inutile de venir : il n'y a ni plaque ni musée. Il ne reste que le souvenir tenace de nos origines. Il nous reste une mémoire d'éléphant. C'est cette mémoire qui peuple les vides et densifie les espaces...

j.militant de la LCR

La chasse aux sujets d'examen continue LE SECRET BANCAIRE S'APPREND AU CAP

A Rouge, la chasse aux sujets d'examen continue. Notre petit dernier est celui qui a été présenté pour le CAP de Banque dans l'académie de Nantes, le 19 mai dernier, lors de l'épreuve d'« expression française ». Ou comment inciter les candidats quand, plus tard, ils y travailleront, à préserver la pénombre feutrée des établissements bancaires.

Faudrait pas qu'un petit malin du personnel aille fourrer son nez dans les comptes de ces messieurs !

Le sujet, c'est donc un petit texte qui affirme notamment : « Le banquier est l'homme du secret et l'on sait que les banques fondent souvent leur nécessité sur le sens de la discrétion. L'importance des renseignements qu'elles détiennent sur leurs clients, la fortune et les projets de ceux-ci, les obligent à tout mettre en oeuvre pour que rien ne soit divulgué. (...) Enfin, comme dans toute entreprise, les projets commerciaux, les informations concernant la rémunération du personnel, doivent demeurer secrets. Les moyens classiques de se prémunir contre l'indiscrétion sont connus : (...) le rappel au personnel de la nécessité du secret professionnel et les sanctions aux manquements... »

Suivent quelques questions aux candidats, dont la principale : « votre carrière dans la Banque se dessine devant vous, jusqu'à ce jour avez-vous été sensibilisé sur la nécessité du secret professionnel... ». Allez répondre de travers quand il y a le CAP au bout !

A QUOI ET A QUI SERT LE TRAVAIL SOCIAL par J. F. Vilar

2/ LA FIN DES ILLUSIONS

La centralisation informatique des données réunies par les travailleurs sociaux — à leur insu le cas échéant — est un saut qualitatif dans le contrôle des populations qu'il ne faut pas sous-estimer. Ce qui ne dédouane en aucun cas le travail social sans l'informatique policière.

L'encadrement, la mise sous tutelle et dépendance de la population (prises dans leur milieu, ou isolées en institution « spécialisées »), la normalisation organisée sous couvert d'assistance, d'aide ou de soin, tout cela n'a pas été introduit par l'ordinateur. Lutter contre les projets AUDASS ou GAMIN ne dispense pas de remettre en cause radicalement le travail social.

Qui sont les travailleurs sociaux ? Des éducateurs, des animateurs socio-culturels, des conseillers en économie familiale et sociale, des aides ménagères, etc... On pourrait sans mal ajouter quelques catégories professionnelles à cette liste, quelques dénominations pompeuses couvrant des pratiques identiques. Ce serait, dans certains cas froisser des susceptibilités de caste : les psychologues, les « psy » de tout poil à tout prendre, ne sont-ils pas des travailleurs sociaux ?

La bourgeoisie s'est ingéniée, avec un certain succès, à multiplier les titres professionnels, les filières de formation, les modalités d'obtention de diplômes afin de diviser et d'émietter jusqu'à l'absurde des travailleurs, qui fondamentalement assument le même rôle social. La fonction des travailleurs sociaux peut se résumer simplement : contraindre à l'adaptation dans le milieu social des individus, groupes de collectivités, en fonction des exigences de la classe dominante. La prétendue spécificité des techniques et des méthodes employées pour ce faire est largement illusoire. Elle ne peut en aucun cas se dégager des intérêts sociaux, politiques et idéologiques de la bourgeoisie.

Le secteur social s'est développé dans l'immédiat après-guerre. Il a été long à se débarrasser des oripeaux de la « vocation » et... du bénévolat. Maintenant encore de nombreuses institutions spécialisées

sont gérées par des associations confessionnelles. Ainsi par exemple le tristement célèbre Espéridou du Père Fabre. Maintenant encore il reste de mise, dans de nombreux services, de s'interroger gravement sur les « motivations » qui ont pu entraîner tel ou telle à choisir ce métier : vouloir aider les autres, n'est-ce pas d'emblée suspect ? Maintenant encore il n'est pas toujours facile d'affirmer qu'un travailleur social est un travailleur « comme les autres », qu'il a affaire à des patrons comme les autres. Et qu'il a à faire respecter ses droits... par exemple en se syndiquant.

Raboter les déviances

Le dégageant du bénévolat, l'obtention du statut de travailleur salarié, la reconnaissance d'une formation donnant accès à un Diplôme d'Etat (avec les garanties minimum qui s'y attachent sur le marché du travail) ont débouché aussi sur l'illusion de la technicité (on se définit volontiers comme « technicien de la formation »), sur une mystification de la nature du travail effectué auprès des jeunes, des familles.

Ainsi, l'idéologie diffusée pendant la formation, outre quelques recettes de savoir faire, est volontiers émaillée d'un jargon emprunté au vocabulaire psychanalytique. L'accent est mis avec insistance sur la non-directivité, l'« écoute » du

« client ». On disserte sur la vigilance qu'il faut avoir aux problèmes de « transfert ».

Mais gare au retour de bâton. La réalité des rapports sociaux dans lesquels s'insère le travail social évacuée un moment à vite fait de se réimposer. Sur les terrains de stage après le diplôme. Plus question de beaux discours. Une allocation accordée au bon moment peut utilement court-circuiter une envie de s'organiser en comité de locataires ou de chômeurs. Une mise au travail, un peu forcée, un peu hâtive, évite commodément que ne s'exprime le « désir ». Et une paire de claques donnée à propos vaut bien, à bien y regarder, toutes les pédagogies non directives du monde. Raboter les déviances, isoler ou neutraliser les individus non conformes, les traiter isolément de leur milieu social, prendre en cause les effets et se désintéresser des causes : telle est la logique du travail social. Indépendamment des volontés individuelles des travailleurs sociaux eux-mêmes.

La plupart d'entre eux d'ailleurs ont tôt fait de comprendre que leurs interventions ne prennent pas sens dans le cadre sophistiqué d'on ne

sait trop quel schéma analytique. Mais qu'elles sont parfaitement intelligibles, en revanche, dans le cadre du maintien de l'ordre bourgeois.

Pourtant, jusqu'à la fin des années 70, la bourgeoisie, ses associations gestionnaires dans le secteur social pouvaient sans grand danger laisser les pratiques « institutionnelles » les plus diverses : grande vogue alors des pédagogies et psychothérapies institutionnelles. Le miracle des techniques relationnelles dégageait pour ainsi dire des zones libérées des déterminants sociaux.

Il en va différemment aujourd'hui. La crise des institutions, de la famille, de l'école, la remise en question généralisée des valeurs impliquent une reprise en main des travailleurs sociaux. Et par la même occasion de leurs fameux « clients », malades, déviants, inadaptés divers.

Cette normalisation du secteur social dans son ensemble, cette rentabilisation qui l'accompagne inévitablement en période de crise, sont à l'origine des conflits, licenciements, procès, fermeture d'établissements qui ne cessent de se multiplier.

A SUIVRE



A propos de la foire biologique d'Aytré L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE C'EST PAS TOUT ROUGE

Il me paraît nécessaire de critiquer les points de vue défendus par le responsable de la foire d'Aytré.

L'agriculture actuelle, dite chimique, abuse des techniques et de ce fait, use la terre, les hommes, la nature et fabrique des produits incolores, inodores et sans saveur. Le problème qui se pose alors est : quelle alternative ?

Certains ont commencé à pratiquer une agriculture biologique suivant différentes méthodes. Cette agriculture est bel et bien l'expression d'une première radicalisation dans la paysannerie.

Mais l'agriculture biologique n'est pas toute rouge... A ce propos, quelques réponses du responsable de la foire sont remarquables :

- passons rapidement sur le goût, la saveur, etc : une revue de consommateurs avait fait la comparaison entre produits biologiques et chimiques : paradoxalement, le taux de pesticides était supérieur dans certains produits biologiques ! Bien sûr, si tout le monde faisait de l'agriculture biologique, ce serait sans doute différent, par contre la construction d'un îlot de pureté dans un océan de putréfaction reste problématique.

Le responsable de la foire d'Aytré en est relativement conscient puisqu'il rappelle les propos d'un agriculteur : « C'est la société actuelle qui me condamne à la chimie »... mais faute d'en tirer les conséquences, il tombe lui-même dans le panneau de la logique capitaliste. Et le voilà parti à démontrer scientifiquement que les fermes biologiques ont une meilleure rentabilité que les chimiques. Cette affirmation ne remet pas en cause la logique globale du profit et surtout elle oppose mécaniquement l'ensemble de l'agriculture à une poignée de trusts agro-alimentaire de la chimie.

Pire, dans cette logique, on oublie la politique, on réduit la lutte contre l'agriculture actuelle à un accroissement de l'influence économique de l'agriculture biologique, quitte à passer par les pires compromissions. Ce risque est d'ailleurs bien réel. Les lecteurs de Rouge connaissent peut-être la méthode Lemaire-Bouchet... mais sait-on que ceux-ci pratiquent et commercialisent les engrais biologiques nécessaires à la méthode, le tout avec des profits substantiels ?

Le responsable d'Aytré lui-même

révèle inconsciemment la récupération dont l'agriculture biologique est l'objet : un boulanger biologique fait un dépôt de pain dans un super-marché, des marchés biologiques réguliers font leur apparition, etc. On voit là concrètement que la lutte écologique, pour l'agriculture biologique, n'est pas en soi anti-capitaliste.

Cela pose d'ailleurs le problème plus large de la nature politique et économique des techniques. Le tort de l'agriculture actuelle n'est pas de faire de la chimie, mais de la chimie capitaliste. Refuser toute chimie, ou à fortiori, toute technique, est absurde et inconséquent. Par contre, refuser la destruction des équilibres écologiques, se battre contre les trusts, mais aussi contre les céréaliers du Bassin parisien et consorts, sont des tâches urgentes. Il faut s'y atteler pour défendre la qualité des produits agricoles et les petits et moyens paysans, mais aussi pour préfigurer une agriculture socialiste et non pas seulement refuser tout progrès. La lutte doit être organisée massivement, elle ne doit pas se réduire à une opération de marketing.

JFP, militant de la LCR

Contre la centrale de Plogoff LA GUERRE D'USURE

Les habitants de Plogoff tiennent en échec depuis mardi dernier l'équipe chargée des sondages de terrain pour le compte de l'EDF.

Plogoff est un des sites envisagés en Bretagne pour l'implantation d'une centrale nucléaire. L'annonce des sondages a brusquement accélérée la mobilisation de la population, sensibilisée depuis longtemps par l'action de « Evit buhez ar c'hap » (pour la vie du cap).

Samedi dernier, en présence de 600 personnes, le conseil municipal a du radicaliser son opposition au projet et prendre des mesures effectives pour empêcher les sondages qui devaient commencer mardi matin. Un arrêté municipal a été pris interdisant l'accès de la côte aux véhicules de plus de deux tonnes, et des barrages ont été mis en place sur toutes les voies menant au site.

C'est ainsi que 200 à 300 personnes ont bloqué les 4 routes, contrôlant les passages et ont déjoué les ruses des techniciens cherchant à se

faire passer pour des touristes.

Il semble que l'on s'oriente vers une guerre d'usure, les pouvoirs publics craignant visiblement d'engager l'épreuve de force face à une telle mobilisation.

Cette lutte, malgré son caractère localiste (la principale revendication mise en avant par la municipalité « retrait de Plogoff de la carte des implantations ») a une valeur de test pour tout le mouvement antinucléaire, en Bretagne et ailleurs.

J.M. Manac'h
Correspondant Quimper.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

Dans votre boîte aux lettres TOUTE L'HORREUR DU MONDE POUR 38 F



Recto : « Les prisonnières reçoivent l'ordre de se déshabiller. Elles sont parquées dans un coin du block et doivent défilé une à une, nues, bras en l'air, devant le médecin chef assis au milieu de la salle. Le Dr Mengele sifflote toujours... Aucune réflexion ne préside à son choix, il laisse faire le hasard. Il aime surprendre le regard affolé des femmes... »

Verso : un grand dessin aux couleurs criardes, fond rouge sang jaunes blafards. Une table d'opération, un docteur au visage démoniaque penché sur une patiente (une victime) aux yeux déjà révulsés. Une infirmière, hautaine et blasée, surveille la scène. Au fond, hiératique, le Dr Mengele...

Qu'on le sache, ce dépliant trouvé dans nos boîtes à lettres annonce une œuvre qui est, selon la lettre d'accompagnement de l'éditeur « une page d'Histoire, douloureuse, lourde d'enseignements, qui tout homme digne de ce nom se doit de lire, que tout être humain se doit de posséder afin de pouvoir, à l'occasion, éclairer les générations à venir ». Cette œuvre « hommage aux martyrs » (sic) est aussi une occasion à saisir, et elle ne s'adresse pas à n'importe qui : « Pour ce sujet sévère, grave, dur, explique l'éditeur, j'ai choisi une édition d'une sobre et sombre beauté, luxueuse pour satisfaire les bibliophiles exigeants, mais à un prix qui la rend accessible aux budgets les plus modestes ».

Les turpitudes de l'horrible Dr Mengele, les crimes sans nom des médecins de l'Ordre noir : Karl Brandt, Rudolph Höss (« le plus grand tueur de tous les temps »), la symbolique nazie, les vertiges de la relation bourreau-esclave, l'ambiguïté des tortures... pour 38 Frs les 4 volumes (reliés de cuir véritable) : c'est scientifique, sérieux, de bon goût et pas cher. Ça fait bien dans la vitrine de la bibliothèque. Mieux en tout cas que les « SAS » ou que la collection Aphrodite. Et ça peut aussi se lire de la main gauche.

JF.V

Feuilleton

par Bernard Vergnes

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE

Résumé : L'école, la salle de classe. Benoit et Sylvie. Le prof qui gueule contre Benoit, Benoit qui refuse de sortir, Sylvie qui le soutient, le prof qui se barre, la classe qui reste, à discuter de choses et d'autres. Les mecs ont la parole, pas les filles. Elles le disent...

« Paternaliste »

Pour ma gueule. Des fois, des trucs qui cassent dans ta tête : là, le froid ou la faim, quand il faut pas ; là, le mot de trop, la balle en plein front.

Surtout Sylvie. Et puis, quoi, c'est pas le moment : on vient de virer le prof de la classe, on commence à s'organiser, la discussion démarrer et plouf !... Patience, Benoit, sois patient et répond... tranquillement.

« C'est pas du paternalisme, c'est la vérité : Nuance ».

- « Un partout, la balle au centre ! » Jean-Marie, cette fois moins génial, qui relance le truc... Ne mords pas à l'hameçon, Sylvie, par pitié, chaque chose en son temps : La révolution, c'est la révolution.

Faut pas confondre avec les principes ! Au fond, là, le problème, c'est une question de principes : On vous laisse pas assez causer. Je pense. Je pensais... Depuis, j'ai pigé (je dis ça aujourd'hui).

« Ecoute, laisse tomber, Sylvie ».

- « Pourquoi je laisserais tomber ? J'ai rien à perdre, moi : depuis le début de la discussion, les filles n'en placent pas une ! Maintenant, ça suffit ! ».

- « Qu'est-ce que tu veux que je te dise ? Si je dis que je suis d'accord pour que vous parliez davantage, tu me traites de paternaliste... Si je ne dis rien, eh bien... Oh et puis merde ! ».

Mutisme. Silence, air boudeur. Ce dans quoi je me réfugie. Pas trente six mille façons de clore un débat...

Mais ne compte pas sur Sylvie pour s'écraser : de plus belle, la bagarre va continuer. Les mâles, les phallos, les affreux, les tortionnaires, c'est nous, l'auriez-vous cru ? Nous ? les mecs, bon

sang, faut-il vous faire un dessin ?... C'est simple, écoeuré, je suis.

A telle enseigne que je laisse tomber : Sylvie n'a qu'à continuer à raconter. MOI, terminé, dodo, je vous laisse.

J'y suis allée un peu fort avec Benoit. Je n'y suis pas allé assez fort. En fait. En fait, les deux.

Ça m'a fait chier de m'engueuler avec lui, mais ça m'a fait chier aussi de ne pas pouvoir vraiment m'engueuler avec lui.

Ça vous défrise mes contradictions ?

Deux sentiments qui s'affrontent : entre mon désir et mon désir ; c'est nouveau, dans ma tête. Benoit, je l'aime et je le déteste.

Et puis, c'est vrai que le coup du prof, c'est important : mais de toute façon, il n'y a pas d'illusion à se faire, le proviseur va rappliquer.

Et alors, terminé tout le monde sage. Donc pas de temps à perdre : pour une fois que je leur dis en face ce que je pense de leur attitude... Première fois surtout que je me lance... la parole, c'est pas facile... surtout devant des mecs... Faut des arguments, des virgules, des « donc » et des « faut être clair », des « camarades » et des « en dernière analyse ».

Parole d'homme, parole bonne. Parole de femme, parole d'âne. Ma parole... !

- « Moi, je ne vois vraiment pas ce que vient foutre le problème des nanas, dans tout ce truc ! Alors, je ne sais pas... Bon de quoi on parle ? ».

Répondre à ça.

« Tu ne le vois pas, parce que tu es un mec ».

Là, je sais que c'est irrémédiable. Rien de plus injurieux pour un mec que de le traiter de mec, apparemment...

Il va répondre. Lui, ou un autre. J'attends.

Je suis seule, mais demain, nous serons 10 si je « gagne ».

C'est-à-dire si je perds : le risque de devenir pour un an, et peut-être plus, la « nana MLF », c'est-à-dire un mec sans queue, et pire... avec un grand vide en guise de queue. Ouaf, ouaf : sortons nos centimètres, qu'on voit qui a raison !

Un moment déjà, difficile débat avec les mecs.

Puis, d'un coup la chose attendue, redoutée.

La porte, lentement qui s'ouvre, et rentre le proviseur, brioche en tête de convoi. Et... Ah, les imbéciles !... Tout le monde se lève.

Garde-à-vous, tu connais ?

Derrière le proviseur, une petite masse honteuse et ramassée : le prof. Entre son supérieur hiérarchique et ses élèves : les doigts coincés dans la porte : situation douloureuse. D'autant que pour lui aussi, c'est la situation irréversible : demain, nos relations avec lui, ce sera quoi ?

Attention Sylvie, le protal va causer, il va dire, dire.

Parole sans égale dans le lycée : c'est le pouvoir royal qui s'exprime.

Conférence présidentielle, avec un nuage de fessée...

- « Votre professeur vient de me saisir d'une affaire qui ne me réjouit guère. Il est inadmissible que vous vous permettiez une telle désobéissance, dans un tel climat d'insolence et de laissez-aller... Cette fois, j'ai décidé d'en finir avec tout ça... ».

A suivre

MERY LA GAFFE



Le général Méry sera-t-il jeté aux orties ? De toutes parts, la rumeur s'enfle pour dénoncer le « scandale » de son article paru dans la revue de Défense Nationale. Après Messmer, Debré s'inquiète et gronde. Après les gaullistes, la bureaucratie soviétique s'en prend vivement au général et à la nouvelle politique de défense de la France.

Le crime de Méry est en effet inexplicable. Il a dit en toute clarté quelles seraient les missions de l'armée française dans une situation de crise européenne. Au côté de l'OTAN, et à l'offensive ! Or, en bonne tradition militaire bourgeoise, de telles choses ne se disent pas. On s'y prépare, on trace des plans de bataille dans les états-majors, on inculque la peur du rouge dans les casernes, mais, officiellement, les missions doivent être définies selon un flou artistique. Dans le climat de redéfinition d'une stratégie combative de l'impérialisme en Europe et sur le pourtour méditerranéen, dans l'ambiance des déclarations de Giscard sur le Liban, Méry, en bon militaire, a jeté le bouchon un peu loin. Les gaullistes se sont emparés de l'affaire pour marquer quelques points dans les conflits internes à la majorité. Le Kremlin a saisi l'occasion pour mettre les points sur les i et indiquer qu'il n'était pas prêt à laisser passer sans broncher toutes les manœuvres diplomatiques et éventuellement militaires de l'impérialisme en Europe et au Proche-Orient. Du coup, les options de politique extérieure et de politique militaire récemment définies par Giscard en prennent un coup dans l'aile. D'autant plus que le *Monde* fait apparaître quelques contradictions flagrantes entre ses positions sur l'armement nucléaire tactique et... celle de son ami et conseiller Méry !

Giscard et le gouvernement ne peuvent accepter indéfiniment de se trouver ainsi placés en porte à faux. Il va falloir rassurer Moscou, calmer les gaullistes. Et pour cela jeter encore un peu plus de confusion dans les options de la politique de défense... C'est compliqué la politique !

A.B.

ROMPETE LE RIGHE

BOLLETTINO DEL MOVIMENTO
DEMOCRATICO DEI SOLDATI
DELLA CASERMA
MONTELUONGO 



→ Sommario ←

- EDITORIALI: ELEZIONI, FORTE ARMATE, MOVIMENTO DEI SOLDATI
- DUE PAROLE SULLA CASERMA
- FIGURA DI CONDOTTIERO (dedicato al cap. GIORDANO)
- ALCUNE COSE SULLA "1 COMPAGNIA"
 - I SOLDATI E IL FRUOLI
- CONSIDERAZIONI SULLA PARATA DEL 24 (FESTA DELLA FANTERIA)

QUESTO GIORNALE È AUTORIZZATO: È TUO DIRITTO AVERNE UNA COPIA

CICLIM PROP 80, 005, 71
VA QUARENNO 1961
EUTL & LOTTO 1961

LES SOUS-OFFICIERS ITALIENS DU COTE DE LA LUTTE DES SOLDATS ET DU MOUVEMENT OUVRIER.

l'armée italienne compte plus de 60 000 sous-officiers dont 24 000 dans la seule aéronautique. Ces derniers sont concentrés sur les aéroports où ils accomplissent toute une série de tâches réservées en France à des travailleurs civils. Les aiguilleurs du ciel, les radaristes, les mécaniciens des aéroports italiens sont militaires et donc astreints au code et à la discipline militaire. Le salaire de base d'un sergent est par exemple de 90 000 lires (environ 600 F). C'est à partir du secteur aéronautique qu'est né, après les élections municipales de juin 75, le mouvement des sous-officiers en Italie. Pour la première fois le 26 juin 75, 200 sous-officiers ont manifesté, en uniforme, dans les rues de Rome. Depuis le

mouvement a tenu 5 assemblés nationales, s'est étendu à l'armée de terre et à la marine. Il a mis plusieurs fois la répression en échec. Il a organisé en mars dernier une grande journée de lutte à laquelle à participer près d'un tiers de tous les sous-officiers de l'armée italienne (environ 20 000) dans le cadre de plusieurs manifestations. Ces sous-officiers exigent une réforme démocratique du règlement de discipline, des améliorations salariales, la garantie de l'emploi. Si ce mouvement n'est pas exempt d'illusions réformistes, il s'identifie néanmoins clairement à la lutte des soldats et à celle du mouvement ouvrier. Nous avons rencontré un de ses responsables à Udine.

J.Y. Potel

INTERVIEW DE CARLO DI CARLO

Responsable du mouvement des sous-officiers italiens

● Quelles ont été les réactions du pouvoir après les manifestations de mars dernier ?

● Après la manifestation grandiose qui a vu 3 000 sous-officiers défilér en uniforme à Milan, accompagnés de 20 000 travailleurs, la répression est arrivée. Mais avec deux mois de retard. Sans discuter, alors que tout le monde était polarisé par le tremblement de terre du Frioul, 12 camarades ont été arrêtés : 10 de l'aviation, 2 dans l'armée de terre. En riposte, nous nous sommes tous déclarés coupables et 1 400 camarades ont signé une déclaration dans ce sens. Aujourd'hui nous organisons la solidarité.

● Le mouvement a tenu ce week-end à Venise une rencontre nationale sur « la démocratisation des forces armées et la condition militaire ». Des soldats, des officiers, des magistrats et des syndicalistes étaient présents. Quel rôle a eu pour vous cette rencontre ?

● **Un rôle politique important.** Nous voulons montrer que nous sommes capables de passer des luttes directes, des manifestations dans la rue, à des propositions concrètes. Ces propositions ne sont pas forcément justes à 100 % mais elles doivent permettre de lancer la discussion dans le pays et d'améliorer la condition militaire. Ces propositions doivent venir de nous car nous ne voulons déléguer personnes pour résoudre ces problèmes à notre place. Nous tirons un bilan très positif de cette réunion.

● Qu'attendez-vous d'un gouvernement de gauche ?

● Nous ne disons pas qu'après le 20 juin tout aura changé. Ce serait absurde, une utopie que de croire une chose pareille. Pourtant nous croyons, et j'ai personnellement confiance, que se créeront des pré-conditions, des espaces, qui permettront de satisfaire ce que nous

demandons. Certes, il faudra continuer à lutter, la lutte sera longue, mais moins difficile, moins âpre qu'actuellement.

● Que ferez-vous concrètement après la victoire « des gauches » ?



● *Quands les gauches seront au pouvoir, nous aurons clairement des interlocuteurs plus attentifs à nos revendications. Depuis 30 ans, la DC au pouvoir ne nous écoute pas, elle réprime. Nous pensons que la gauche agira différemment.*

● Peux-tu préciser le rôle de la coordination des femmes de sous-officiers qui s'est créée ce week-end ?

● Le rôle des femmes de sous-officiers est de combattre à nos côtés en profitant des espaces plus larges dont elles disposent. Elles ne sont pas astreintes au code militaire comme nous. Et puis, elles veulent également effacer la règle du sens commun qui voit toujours la femme inférieure à nous. Le militaire, comme tous les opprimés, vit dans une am-

biance répressive. Les femmes en sont encore plus victimes que nous. On les voit toujours de manière un peu simpliste. Le militaire considère comme femme sa mère, sa sœur ou son épouse ; toutes les autres sont considérées comme des putains. Nous, nous voulons effacer ces idées reçues. Et dans cette action, les femmes de sous-officiers agissent non seulement comme nos camarades de lutte, mais surtout comme femmes qui en tant que femmes ont leurs propres exigences.

● Peux-tu enfin nous dire l'importance qu'a pour vous le développement dans d'autres armées européennes de mouvement analogues au vôtre ? Il existe par exemple un mouvement des soldats fort, en France, mais pas encore de mouvement chez les sous-officiers ?

● Je connais mal le règlement français et ne peux pas dire grand chose dessus. Mais la naissance de tous ces mouvements dans les armées européennes accélère la crise de tous les appareils répressifs. Ceci est d'autant plus important que ces appareils sont isolés. Et je pense que si nous regardons la situation internationale, il faut lutter contre toutes les tendances golpistes. Nous, par exemple, nous avons instinctivement et immédiatement pensé au Chili, et il est clair que nous voulons éviter que ça recommence en Italie. Et donc, nous regardons attentivement tout ce qui bouge, dans le monde militaire européen. De ce point de vue, ce serait une chose très intéressante que d'engager des actions communes contre l'OTAN, même si aujourd'hui je n'ai pas de propositions concrètes à faire. Ce serait une garantie non au niveau national mais au niveau international contre certains golpistes, contre certains personnages troubles qui cherchent à écraser la population pour satisfaire leurs intérêts personnels.

Udine, le 7 juin 76

l'homme des casernes

**COLONEL OLLE-LAPRUNE
S'EN VA-EN-GUERRE**

Le colonel Ollé-Laprune est un homme de caractère. Des bidasses de son régiment qui manifestent le jour du 1^{er} mai ? Répression. Les soldats Ligneau et Sedira en savent quelque chose, qui sont au trou pour plusieurs semaines. Une agitation qui couve dans la caserne, des tracts qui circulent et qui dénoncent la répression à tel point que les journées portes ouvertes prévues sont annulées en catastrophe «pour cause d'épidémie rubéole»? Insupportable ! Et comme le chef de corps du 60^{er} RI n'est pas homme à se laisser marcher sur les pieds, scrogneugneu : il porte plainte. Mieux, il le fait au nom de tous les. Francis-Comtois Mieux en

référéndum, demande à toute la population de lui écrire massivement à la caserne « pour marquer leur détermination à s'opposer à des campagnes d'injures et de calomnie rappelant fâcheusement les méthodes employées sous l'occupation ». Ou diable ce colon va t-il s'arrêter dans sa paranoïa galopante ?

CONDAMNATIONS POUR LES 12 MILITANT DE MULHOUSE

Le tribunal de Mulhouse vient de rendre son verdict sur l'affaire des 12 milita ts inculpés: relaxe pour les accusations de graffitis et de port d'armes, mais condamnations pour rébellion et outrages à agents (300 francs d'amende et 15 jours de prisons avec sursis), et bris de clôture... C'est à dire d'une porte de cellule (200 francs d'amende pour 4 camarades). Ces peines sont lourdes, et totalement arbitraires.

Les inculpés se réservent le droit de faire appel, et qu'ils n'entendent en aucun cas cesser leur action de soutien aux luttes des soldats.

**LA REPRESSION,
TOUJOURS....**

Participation à la manifestation des soldats du 1^{er} mai, incidents pendant les journées portes ouvertes, diffusion de tracts dans les enceintes militaires : la SM est sur les dents. Après Lau et Sedira à Lons le Saulnier, après Mepiel à Albi ; c'est à Melin et à l'école Militaire que la répression frappe.

A Melun, 7 soldats ont été arrêtés. L'un d'eux Christophe Rouccou a écopé de 60 jours de trou.

A l'Ecole Militaire, plusieurs soldats ont été interrogés et mis aux arrêts de rigueur : il s'agit de » Philippe Penninck, militant CGT à la compagnie des wagons Lits Eurovive, Zone Sénia, à Orly (94). Il est muté à Monthléry avec 30 jours d'arrêts de rigueur.

- Bertrand Lumineau
- Nadjar : mutés à Orléans avec 30 jours d'arrêts
- Patrice Van Der Eecken : muté à Duplex avec 30 jours d'arrêts.

Ils sont tous accusés d'avoir eu dans leurs affaires des numéros de *Libération* et de *Rouge*.

Deux militants maoïstes expliquent leur mariage

POUR LA VIE
ENTIERE...

Dans une ville du midi, Jacque et Alain se marient. Ils sont tous deux militants de l'*Humanité rouge* et ont décidé d'expliquer leur mariage par un « faire-part » de trois pages diffusé dans la ville.

Faire de notre vie quotidienne l'occasion de débats sur la manière dont nous vivons, montrer qu'il ne peut y avoir de coupure entre vie militante et vie « privée » ; que celle-ci voudrait (mal, très mal) anticiper sur le socialisme que nous voulons, voilà qui est important. Expliquer un mariage entre deux militants est donc intéressant. L'explication, par contre, est surprenante.

Les futurs époux expliquent d'abord pourquoi ils ne se marient pas à l'Eglise : « Nous ne croyons pas. Si nous le faisons, cela serait pour faire plaisir, or c'est nous qui sommes en cause et qui engageons notre vie. »

Quelle audace !

Ces deux-là sont loin d'être les premiers à se marier civilement et il y a longtemps que le caractère subversif du mariage civil a fait long feu ! Mais cette prise de position est l'occasion pour eux de préciser ce qui les sépare de certains chrétiens qui « ont le même objectif que nous à long terme : le communisme » (?) mais se trompent sur les moyens.

Ne pas perdre de temps

Les divergences avec les chrétiens portent sur le fait que ceux-ci perdent leur temps, en essayant de « changer les rapports entre les hommes... Il est bien évident que nous essayons d'avoir des rapports différents avec les gens et entre nous, mais nous n'y perdons pas notre temps. » Explication classique : changeons d'abord les rapports de production, et ensuite les rapports entre les gens changeront... Pour changer les rapports de production, Jacque et Alain expliquent comment ils militent dans leur syndicat et dans leur organisation politique. Il leur reste ensuite à expliquer « comment intervient (leur) amour dans (leur) vie. »

Jeune couple face au soleil levant

Le couple permet d'être plus fort dans la lutte : « Il est arrivé à l'un ou l'autre de nous d'avoir envie de baisser les bras. La présence, l'attitude et les paroles de l'un ou de l'autre lui ont permis de reprendre courage et confiance. »

Mais au fait, Jacque et Alain, pourquoi vous mariez-vous ? « Nous vivons ensemble depuis six mois. Cette expérience nous a montré combien nous nous aimons profondément. »

Un couple qui engage sa vie, un amour profond qui redonne courage et confiance ; on croirait une image des brochures catholiques, jeune couple sain et vigoureux regardant avec confiance le soleil levant !

Conception du couple et du mariage qui figure explicitement dans la phrase de St-Exupéry que les futurs mariés ont mis en exergue de leur let-



tre : « s'aimer, ce n'est pas se regarder dans les yeux, c'est regarder ensemble dans la même direction » ! On a les références qu'on mérite !

Chrétiens laïcs

On commence à comprendre l'absence de mordant dans la critique des « croyants » et l'importance donnée au dialogue compréhensif avec eux : « Nous comprenons que certains croient en Dieu. Les croyants doivent comprendre que nous n'y croyons pas. » C'est que rien ou presque ne différencie les militants de H.R. des chrétiens dans leur conception de la vie, du couple, du militantisme. Leurs références ne sont que des valeurs morales : dévouement, franche camaraderie, droiture, amour de la vie... cette lettre est la profession de foi de chrétiens laïcs. Pas la moindre remise en cause de la famille, pas la moindre trace de doute, d'angoisse, de mal de vivre, une bonne conscience à toute épreuve.

Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas d'ériger le non-mariage en principe. Il ne s'agit pas non plus de nier que des rapports privilégiés entre deux personnes donnent le courage de vivre et de lutter. Le cynisme désabusé n'a rien de subversif en soi. Mais de là à cautionner l'institution du mariage, à taire l'aliénation du couple ! Derrière le grand amour, il y a la répétition des tâches quotidiennes, l'étouffement de l'un par l'autre, la jalousie, la frustration, l'oppression des femmes.

Pour deux militants de l'*Humanité Rouge*, le problème ne se pose pas. Dans la bonne tradition stalinienne, le mariage, la famille sont autant de valeurs sûres, perverses par la bourgeoisie décadente, auxquelles le socialisme rendra vigueur et éclat. Un socialisme qui n'est pas le nôtre.

Nelly Trainel

RENCONTRES

• Les groupes femmes de quartiers, entreprises, lycées, facultés, présents à la coordination du vendredi 4 juin ont décidé d'appeler à une réunion des groupes femmes pour discuter de la forme de participation à la journée du 26 juin contre le viol à la Mutualité, et pour mettre en place des commissions de travail. Rendez-vous à 19h 32, rue Guy de la Brosse, métro Jussieu.

• Samedi 12 juin, 14h, 8 impasse Crozatier, Paris XII^e (Métro Ledru-Rollin), aura lieu une réunion pour la création d'un collectif de femmes enseignantes à l'appel des femmes du mouvement Freinet, de l'Ecole Emancipée, de la CFDT, des groupes femmes.

DEBAT

OU VA LE MLAC ?

Une lettre publiée dans Rouge (N° 65, 2 juin) écrite par un courant du MLAC (composé principalement de militants de Révolution !) prétendait exposer l'enjeu du débat qui traverse aujourd'hui le MLAC : le combat historique entre celles qui auraient la volonté de poursuivre la lutte « contre la loi de classe » sur l'avortement et celles, portes parole d'un « courant liquidateur bourgeois » (1) qui n'aurait d'autre souci que de « brader » les acquis du MLAC en même temps que son local parisien ! C'est sur cette base que les groupes femmes parisiens furent sollicités pour trancher sans hésitation.

La deuxième lettre parue dans Rouge (N° 67, 4 juin) signée Jeanne Weiss, Monique Antoine, Nicole Gand, soulève une des questions totalement ignorées par l'autre texte. Le débat doit s'ouvrir sur les moyens de poursuivre la bataille pour l'avortement libre et remboursé, sur la place du mouvement de femmes dans cette bataille. Le débat sur le sigle MLAC (le conserver ou l'abandonner ?) est une question secondaire.

Un tournant politique : le vote de la loi Veil

D'avril 73 à avril 74 les mobilisations centrales du MLAC se sont nourries de la lutte pour l'abrogation de la loi de 1920. Cette lutte a permis de réaliser l'unité de l'extrême-gauche révolutionnaire et d'une partie

des courants réformistes.

L'audience réelle du MLAC auprès des femmes a été accrue par la pratique des avortements : elles virent qu'il était possible de mettre un terme à l'humiliation, aux risques et à l'angoisse des avortements clandestins.

En retour, cette audience obligea l'ensemble des forces politiques à participer de gré ou de force à la bataille sur l'avortement. Même le PC, qui était le plus hostile aux objectifs du MLAC dut intégrer dans son programme électoral (après la mort de Pompidou), la libéralisation de l'avortement. La CGT et la CFDT durent également adopter dans l'accord interconfédéral (revendications pour les femmes travailleuses) la revendication de l'avortement libre et remboursé par la Sécurité Sociale.

Mais il était inévitable que, passé le vote de la loi, le MLAC voit son rôle de centralisateur privilégié des luttes déprimer. Il fallait que le MLAC trouve dans sa pratique de nouveaux relais. Il n'était pas question en effet, pour les organisations réformistes qui avaient voté au Parlement l'abrogation de la loi de 1920, d'impulser, au-delà des luttes de masse pour l'application de la loi Veil et de cautionner plus longtemps une organisation animée par une partie de l'extrême-gauche. La CFDT quitta officiellement le MLAC aux assises de février 75.

D'autre part, l'attentisme de la masse des femmes, au lendemain de la loi, interdisait de rééditer les manifestations

centrales « spectaculaires » des années précédentes.

Le travail d'explication en profondeur, sur les quartiers et les entreprises, des limites de la loi Veil devenait décisif ; c'était se donner les moyens d'imposer dans une lutte unitaire, et principalement locale, avec les sections syndicales et les groupes femmes, l'ouverture des centres d'orthogénie dans les hôpitaux, les quartiers et les entreprises.

Cette démarche fut celle de quelques comités MLAC (Aix, Grenoble, Gennevilliers, etc.) Mais elle fut malheureusement peu discutée par le MLAC dans son ensemble. Une telle logique rentrait en contradiction avec une centralisation qui pouvait apparaître bureaucratique et accélérer le départ des militants du MLAC. C'est ce qui se produisit à Paris.

La liaison avec le mouvement de femmes

Les femmes se sentirent plus concernées que les hommes par la lutte pour l'application de la loi. Aussi, de nombreux comités se transformèrent en comités non mixtes, avant de se poser la question de leur rattachement au mouvement femmes. Ce débat ne fut qu'à peine amorcé dans le MLAC, d'autant plus que l'équipe nationale fit porter ses efforts principalement sur les initiatives spectaculaires en particulier les occupations d'hôpitaux.

Quant au mouvement de

femmes (de nombreux groupes femmes sont vu le jour en 75), il ne fut pas à même de reprendre la lutte sur le terrain de l'avortement et la contraception, en liaison avec la question de la maternité et de la sexualité.

Seules des initiatives ponctuelles, locales, rappelèrent que la lutte n'était pas terminée (occupation d'un service de l'hôpital Cochin, procès de Rouen, campagne contre l'inculpation des militantes d'Aix)

Où en est-on aujourd'hui ?

Le MLAC se résume actuellement à un local central parisien, des permanences où des femmes, les plus démunies viennent encore chercher des adresses de secours à quelques militantes déterminées qui continuent à assurer la gestion centrale et quelques comités de province sans liaison réelle avec le MLAC « national » qui ont réussi à éviter l'isolement en opérant une jonction avec des sections syndicales et des groupes femmes.

Mais le MLAC n'est plus, depuis longtemps, une force politique nationale ni un lieu d'auto-organisation des femmes.

Il reste le symbole cependant de la première lutte, partiellement victorieuse, contre l'oppression des femmes. Cependant, il ne saurait garder ce prestige indéfiniment surtout s'il n'a plus aucune pratique de masse et s'il est utilisé à des fins manipulatoires, comme ce fut le

Foyer P. Rolland

LE DOSSIER
NOIR

Le foyer Pauline Rolland : une institution « pilote » qui cache derrière sa belle façade la misère de femmes qu'elle exploite éhontément, qu'elle soumet à un règlement pénitentiaire. Tout ceci parce qu'elles sont, comme elles le crient, « le tort impardonnable d'avoir été, avant d'arriver au foyer, battues, abandonnées, sinistrées, expulsées d'un logement, sortant peut-être de prison, seules avec ou sans enfant, chômeuses, sans logement... » Et puis le scandale a fini par éclater au grand jour : en janvier, deux femmes insolubles, dont l'une crache le sang, sont vidées par les flics (avec des chiens, s'il vous plaît...) la mesure était comble : les femmes se sont organisées contre le foyer prison, un comité de soutien s'est formé qui a multiplié les initiatives de popularisation, de solidarité. Le 6 mars, la manifestation du mouvement des femmes s'arrêtait aux portes du foyer, gardé par une armée de flics... Aujourd'hui, parce que rien n'a changé dans les conditions de vie au foyer, parce que les menaces d'expulsion demeurent, le comité de soutien publie un « dossier noir du foyer Pauline Rolland ». Un dossier accablant, où l'on trouve, outre des témoignages à faire hurler, une enquête sur les voies d'accès au foyer, les règlements, la vie quotidienne, les issues en forme d'impasse, un bilan des luttes, des conseils juridiques... Un dossier qu'il faut lire et diffuser, parce que la lutte à Pauline Rolland continue, parce que les femmes en difficultés, qui n'ont pas d'autre recours, en ont assez.

Le dossier coûte 5 francs.

Pour contacter le comité de soutien : c/o P.F.A., 9 avenue du Pré St Gervais, Paris 19^e, 208.36.21. Réunions tout les vendredis à partir de 18h.

cas lors de la campagne électorale de Tours. Rappelons du Merija Surduts s'est présentée comme candidate des luttes en ayant sollicité la caution du MLAC et des groupes femmes, qui la lui refusèrent. Nul doute que ce genre de pratique ait accentué les tensions entre militants de Révolution ! et les militants inorganisés de l'équipe centrale du MLAC.

Il serait pourtant grave qu'une telle situation débouche sur la disparition du sigle du MLAC : il faut regarder au-delà de la situation actuelle. Pour des luttes futures, pouvoir s'appuyer sur « ce sigle » qui est « reconnu » par des milliers de personnes, par le mouvement ouvrier peut être décisif. Si nous pensons que, dans la situation actuelle le développement de la lutte pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception incombe en tout premier lieu au mouvement de libération des femmes, cette lutte peut s'élargir et le MLAC jouer alors un rôle important.

Le débat ne sait que s'ouvrir : une rencontre des groupes MLAC de base qui existent encore et de l'ensemble des structures de base qui développent la lutte sur l'avortement et la contraception, un large débat dans le mouvement femme pourraient être le moyen d'éviter toutes manœuvres d'appareils, d'organiser réellement la discussion sur cette question.

Danièle et Claire
Militantes de la LCR

CHRONIQUE DE JUIN 36



CHRONOLOGIE DU 7 AU 13 JUIN 1936

Dimanche 7 : Près de deux millions de grévistes. Nombreux bals et concerts dans les usines. Négociation des accords Matignon qui seront signés après minuit. Meeting enthousiaste du PS au Vel d'Hiv, 30 000 personnes à l'intérieur et davantage à l'extérieur écoutent Blum. Thorez apporte le salut du PC.

Lundi 8 : énormes titres des journaux, *Le peuple* (CGT) « Victoire sur la misère. 8 millions de travailleurs obtiennent satisfaction. » *L'Humanité*, « La victoire est acquise. » *Cachin* : Nous sommes les uns et les autres devant le fait de grève.

Mardi 9 : le mouvement s'étend toujours, démentant le titre de *L'Humanité* : « La détente après la victoire du mouvement ouvrier ». L'assemblée des délégués d'usines de la métallurgie refuse la reprise de la reprise du travail proposée par les dirigeants syndicaux.

Mercredi 10 : Le patronat s'inquiète du refus des travailleurs de se contenter des accords Matignon. Les délégués d'usines exigent que dans les 48 heures les patrons leur accordent satisfaction faute de quoi ils demanderont la nationalisation des usines travaillant pour l'Etat, « leur fonctionnement étant assuré par le personnel ».

Jeudi 11 : agitation dans les rues de Paris. Des cortèges de grévistes des cafés, hôtels et restaurants et d'ouvriers du bâtiment défilent dans les rues. Les délégués d'usines estiment que les garanties obtenues par la direction syndicale sont encore insuffisantes et, malgré l'insistance de Frachon, refusent le nouvel accord. Vote par la Chambre des Lois sur les contrats collectifs et les congés payés.

Vendredi 12 : Blum : « Nous sommes résolus à assurer l'ordre dans la rue. » Discours de Thorez : « il faut savoir terminer une grève. » Saisie de l'organe trotskyte « *La Lutte Ouvrière* » qui a pour titre : « Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers ». Les délégués d'usines ratifient l'accord signé sur la pression des Frachon, Henaff, Timbaud, etc..

Samedi 13 : Le CC du PC approuve le rapport de Thorez et « dénonce les gesticulations hystériques des trotskystes ». Il exclut Ferrat, ancien secrétaire du Parti, estimant « que ses opinions relèvent de la plate-forme trotskyte. »



Défilé des grévistes du bâtiment devant la chambre des députés.

SOUVENIRS DE JULES FOURRIER

Député communiste du Front Populaire

Comment un ouvrier élu député communiste en mai 1936, a-t-il vécu les premiers mois du Front populaire ? Nous avons fait appel au témoignage de notre camarade Jules Fourier, ancien dirigeant communiste du XV^e arrondissement de Paris. Cet ouvrier peintre n'était pas un homme d'appareil, il ne fut ni permanent ni membre du comité central. Il avait même quelque méfiance vis-à-vis des dirigeants du Parti, ainsi vit-il partir sans regret le « hautain » Doriot. Militant de base, il s'imposa par ses qualités d'organisateur, d'animateur, sa puissance d'orateur et aussi le courage, la foi révolutionnaires. Pendant 16 heures, Jules Fourier a évoqué devant le magnétophone son riche passé politique. Nous en avons extrait un passage sur le Front Populaire dans le XV^e. C.P.

Dans le XV^e, où je suis secrétaire du rayon communiste, j'ai comme interlocuteur Marceau Pivert secrétaire de la section SFIO... Depuis le printemps 1934, nous organisons de nombreuses réunions qui remportent un grand succès. Il est vrai que dans ce secteur nous tenons un langage à l'opposé du réformisme.

La direction du Parti se méfie de Marceau Pivert accusé de faire le jeu des trotskystes et des aventuristes. Le PC n'aime pas qu'on le prenne sur sa gauche, il préfère les radicaux, mais dans le XV^e il faut prendre une loupe pour les voir, leurs activités se limitent à une ou deux réunions de comités électoraux par an. Nous menons une propagande constante contre le fascisme dans les quartiers et les usines. Je travaille comme peintre à la Régie municipale d'Ivry, mes collègues sont tous des militants syndicaux licenciés. Chaque jour, plusieurs d'entre nous vont vendre la parole à l'entrée des usines. Combien de fois suis-je intervenu pour dénoncer le danger fasciste et appeler à l'action, au dépôt de la TCRP (l'actuelle RATP) aux usines Laurent, Voisin, Sauvet !

Un candidat rouge

Après consultation des cellules, la conférence du rayon ratifia les candidatures pour les élections législatives d'avril-mai 1936. Je suis désigné pour le quartier Grenelle-Necker. La SFIO présente le « piver-tiste » Georges Cahn et la droite un homme du 6 février 1934 : De Taste. Celui-ci régant en maître dans l'arrondissement depuis quinze ans. Il osait prendre l'étiquette de « républicain de gauche ».

Au premier tour, j'arrive en tête des candidats de gauche. Comme dans tout le pays, une campagne effrénée est menée contre les communistes. Les réactionnaires placardent des affiches accusant les « hordes » du *Front Populaire* espagnol de brûler églises couvents... La veille du second tour je porte la contradiction à la grande réunion de De Taste. Plus d'un millier de personnes sont présentes, le beau monde des quartiers rups, des grands messieurs, des grandes dames la bouche en cul de poule, les bijoux pendant à leur cou, le tout encadré par un service d'ordre fasciste en tenue. Je suis reçu par les nervis qui forment une haie et saluent à l'hitlérienne. Pendant cinq minutes, j'ai pu parler pour dénoncer leurs menées fascistes. Je leur dit :

« Les ennemis de la classe ouvrière sont dans cette salle, pas à Madrid et Barcelone. » A la fin de mon intervention, une violente bagarre éclate au fond de la salle entre une cinquantaine de camarades et les nervis qui prennent une correction. Le lendemain, De Taste mord la poussière. La classe ouvrière m'envoie au Palais Bourbon, mais elle attend autre chose que la seule défense des libertés démocratiques. La lutte prend une autre tournure.

« La maison Citroën n'attend pas après six mille »

Dans les derniers jours de mai, Citroën se met en grève. Pour ma part, à l'appel de militants et de sympathisants et avec l'accord des ouvriers, je prends la parole aux

Ascenseurs Edoux Samain et chez Sauter-Harlé.

J'explique aux gars la situation et de suite les usines sont occupées. J'ai assisté à plusieurs réunions avec les patrons qui ne sont pas à la noce. Chez Citroën, le fils Michelin nous reçoit avec froideur : « La maison Citroën n'attend pas après six mille voitures » déclare-t-il, mais cet insolent expoiteur peut voir par les baies vitrées de son bureau une usine conquise par les ouvriers. Le lendemain, nous faisons entrer dans le mouvement une autre de ses usines produisant des obus.

Les militants connus des boîtes forment des comités de grève qui sont ensuite renouvelés à main levée dans les assemblées générales. Pour chaque tâche importante, l'AG nomme une commission. Parmi les animateurs beaucoup prennent des responsabilités pour la première fois, en effet, les sections syndicales d'entreprise sont souvent faibles, elles groupent parfois moins de dix

ouvriers. Le climat est formidable, dans les quartiers la solidarité s'organise. Les commerçants durement touchés par la crise appuient la lutte, ils donnent de l'argent et des marchandises, les paysans envoient des vivres. La situation est favorable pour aller beaucoup plus loin, d'ailleurs le « il faut savoir terminer une grève » de Thorez a rencontré un accueil mitigé et les grèves continuent à Paris comme en province. Le Parti m'envoie dans l'Ouest, à Cholet, Mortagne-sur-Sèvre, Bressuire, Saumur, Angers.

Même dans ces bastions du patronat de droit divin, le combat se mène sur un terrain de classe. Le Parti reste pourtant attaché à la légalité, à l'ordre bourgeois. Le capitalisme tient toujours entre ses mains les banques, la police, l'armée, c'est la renonciation à la lutte de classe. La direction du Parti est formelle : ne rien faire qui puisse briser l'unité du Front Populaire, on sait où cela nous a conduit.

Jules Fourier.

SA VIE S'APPELLE REVOLUTION...

1906 : Naissance de Jules Fourier à Angrie (Maine et Loire) d'un père carrier et d'une mère blanchisseuse.

1924 : Adhère au syndicat des peintres de Nantes affilié à la CGT-SR (libertaires)

1925 : Paris, milite à la CGT-U

1927/28 : Service militaire dans les troupes d'occupation en Allemagne, organise un noyau communiste et diffuse le journal *La Caserne*

1929 : Adhère au PC

1930 : Inculpé de provocation de militaires à la désobéissance, emprisonné à la Santé.

1931 : Condamné à deux ans de prison

1936 : Elu député du XV^e

1937 : Chargé de mission en Espagne auprès de Marty

17 septembre 1939 : Combat le pacte Germano-soviétique

17 septembre : Démission du PC à la suite de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne

17 mars 1941 : Aubusson (Creuse) crée un groupe de résistance avec d'anciens membres du PC et des militants de la gauche du PS

janvier 1944 : Arrêté par la Gestapo, déporté à Buchenwald

1946 : Soutient la liste PCI (IV^e Inter) aux élections législatives

1956 : Milite à la Nouvelle Gauche puis à l'UGS et enfin au PSU

1966 : Quitte le PSU et crée à Toulouse le groupe Germinal

1971 : Anime le Secours Rouge dans la Haute-Garonne

1973 : Adhère à la Ligue communiste

SPECIAL FÊTE PSU

Rouge n° 73 page 13

Cette page a été offerte au Parti socialiste unifié à l'occasion de la « fête annuelle de l'autogestion », qu'il organise les 12 et 13 juin à la Courneuve.

Nous avons demandé au PSU de la composer lui-même et d'y présenter un libre choix d'articles ou de commentaires éclairant

le sens de la fête et ce que souhaite exprimer politiquement aujourd'hui le PSU. En réponse à cette offre le PSU nous a fait parvenir les matériaux suivants - pour la plupart extraits de Tribune socialiste - sur lesquels nous ne sommes intervenus que pour la mise en page.

PSU : la fête de l'autogestion

La V^e fête du PSU aura lieu, comme l'an dernier, au parc paysager de la Courneuve. Quelles que soient les difficultés de la préparation, le PSU est extrêmement attaché à cette fête qui, pour lui, est la possibilité d'un vaste rassemblement populaire, lequel n'est pas simplement un regroupement autour

d'une consommation de loisirs, mais est vraiment celui de multiples formes d'expression nouvelles ou traditionnelles, expressions qui peuvent se manifester à travers les luttes sociales, à travers les objectifs d'un certain nombre d'organisations, à travers de nouveaux loisirs.

Pour nous, c'est l'occasion d'essayer d'inventer de nouveaux rapports entre les gens et c'est dans cette mesure que le PSU fournit un effort militant et organisationnel considérable. Cette année nous essayons d'accentuer l'aspect de mise en évidence de formes, de chanteurs, de groupes moins connus, moins liés au show business, moins « vedettes », pour essayer de montrer combien de formes nouvelles d'expression existent dans notre pays et combien l'organisation même de la culture en France, sa soumission à la rentabilité, aux circuits et mass-média capitalistes, les empêchent de faire entendre leurs voix.

Nous avons aussi organisé quatre grands débats politiques : le premier avec des journalistes autour du thème : « sommes-nous en

1934 ? » ; le deuxième sur le problème de la magistrature avec le Mouvement d'action judiciaire et le syndicat de la magistrature ; le troisième sur « gauche, pause ou mobilisation populaire » ; le quatrième sur « Unité populaire et autogestion ».

Le secteur culturel du PSU organisera, pour sa part, autour du film de Claude Weiss un débat sur « socialisme et pays de l'Est ».

Un troisième aspect que nous essayons de développer cette année, c'est ce que nous appelons « la fête dans la fête », aspect très important et très nouveau qu'ont apporté les expériences des précédentes fêtes du PSU. C'est-à-dire que, à travers des animations (fanfares, danses, maquillages), des débats, etc., nous

voulons faire en sorte que cette fête ne soit pas seulement un lieu où les gens viennent consommer de la culture, mais qu'ils soient eux-mêmes acteurs, producteurs d'une création d'ensemble.

Dernier point, le développement de la fête des enfants dans un lieu réservé complètement aux enfants où ils pourront donner libre cours à leur imagination et à leurs possibilités d'invention.

Cette fête, qui est un vaste rassemblement populaire (près de 100 000 personnes l'année dernière à la Courneuve), est pour nous un aspect fondamental de notre action politique dans la mesure où cette fête est celle de la liberté des libertés, des nouveaux rapports sociaux, des luttes, de la société de demain, la fête de l'autogestion socialiste.

HORAIRES

Au grand podium :		22h : Archie Shepp
samedi 14h : Béranger	dimanche 14h : Imago	
15h 30 : Gilles Servat	15h : Marti	
16h 30 : Areski, Fontaine	16h : Catherine Sauvage	
20h 30 : Jacques Higelin	17h : Arbats	
21h 30 : Tom Paxton	18h : Al Assifat	
dimanche 13h : Soho	19h : Confluence	
14h : Etron Fou	20h 30 : Cohelme	
15h : Au bonheur des dames		
16h : Umban et Wao	Chapiteau :	
17h 30 : alloc politique	samedi 14h : Candelas	
18h 30 : Joan Pau Verdier	14h 30 Wetterwald	
19h 30 : Bernard Lavilliers	16h 30 Les comédiens de Lyon	
20h 30 : Robert Charlebois	18h 30 Guy Bedos	
	20h Le vrai chic parisien	
	22h Danse théâtre expérience	
	23h Bal avec pieds joints	
Au théâtre de verdure :		dimanche 14h Chiffonie
Samedi 14h : Dominique Rossignol	15h Gwendal	
15h : Yvan Dautin	16h Douby	
16h : La Carmagnole	17h Martin St-Pierre	
17h : Fawsie	18h Pinsolle	
18h : Isabel Parra	19h Fromont Parreinin	
19h : Le Temps des Cerises	Lefebvre	
20h : Steve Lacy	20h Troupe Z	
21h : Perception		

DEBATS

Samedi 15h Sommes-nous en 1934 ? Vicor Leduc, François-Olivier Giesberg, Julien Bronn, Quotidien de Paris, Rouge.

Dimanche 15h 30 : 78, victoire de la gauche ? Pause ou mobilisation ? avec un représentant par organisation.

13h armée IDS, CDA, CAM

14h 30 La répression en Amérique latine

17h Sécurité liberté : quelle magistrature ? MAJ

18h Unité populaire et autogestion avec Michel Mousel PSU, LCR, Viveret, (Faire), Rosenvallon CFDT.



QUELQUES-UNS DES ARTISTES PRESENTS...

Archie Shepp

Un saxo désormais classique. Tous ceux qui l'écoutent, presque clandestinement, à France-Musique ou dans les rares festivals (Massy), pourront l'entendre tranquillement. Un très, très grand du jazz qui nous vient des Etats-Unis. Archie clôturera une soirée jazz très cool après Perception, Steve Lacy, le Temps des Cerises. (Samedi à partir de 19 h au théâtre en plein air ; 22 h pour Shepp).

Béranger

Tout le monde le connaît. Il travaille de plus en plus sa musique.

Ses paroles sont toujours aussi vives et acides. Une réussite en dehors des mass-médias, l'exemple qu'une alternative existe ; « Alternative », titre de son dernier disque chez Sibecar. (Samedi, podium, 14 h).

Gilles Servat

28 ans, un barde breton. Son premier disque de 71 où il fonde sa maison d'édition « Kelenn » (enseigner), dont l'objectif est de promouvoir la culture bretonne par le livre et le disque. « Le Joint français », « La blanche Hermine », deux chansons qui résument son répertoire, des luttes paysannes du Moyen Age aux grèves industrielles et aux victimes de l'exode rural et de la pseudo-

décentralisation. Une musique percutante et un chant qui sort des tripes. (Samedi, podium, 15 h 30).

Yvan Dautin

Des chansons libres un peu absurdes. Une inspiration puisée dans le quotidien poétique, dada, les surréalistes et les terrasses de bistrots. Ecoutez « La mal mariée », « Kate ». Erotisme, humour, Yvan Dautin malmène les mots et les rythmes. Depuis Trenet et Bobby Lapointe, on ne faisait plus de jeux de mots, jeux de vélo, poil au dos, comme dans les comptines pour enfants qu'adoraient Rimbaud et André Breton, sur un blues lancinant et... cool. (Samedi, théâtre en plein air, 15 h).

Marti

C'est un homme d'Oc comme il a intitulé ses mémoires (chez Stock). Institututeur bouleversé par mai 68, il fonde avec des amis chanteurs une coopérative « Ventadorn » pour construire leur propre outil culturel, pour n'être soumis ni aux médias capitalistes, ni au centralisme parisien. Tous les petits villages occitans le connaissent. Il y chante sans relâche. C'est son travail. En huit ans beaucoup y ont été sensibilisés à la lutte occitane en retrouvant une identité enfouie. Parisiens, découvrez les racines du pays viticole. (Dimanche, théâtre de plein air, 15 h).

Areski et Brigitte Fontaine

Un disque qui vient de sortir : « Le bonheur ». Après avoir manié la dérision, leurs chansons, inspirées de rythmes tropicaux et maghrébins, dérivent sur un mode très poétique. Connaissiez-vous les recettes de Tante Citrouille ? Le vieux conte où l'on se transforme en carrosse devient une critique des mythes de la réussite. Restez plutôt citrouille que carrosse et aimez-vous. Chansons douces et acides, beaucoup d'images colorées et surprenantes, au lieu de se contenter de la simple critique, ils tracent des sentiers odorants et rythmés pour... le bonheur. Pour quoi pas maintenant ? (Samedi, podium, 16 h 30).

TRIBUNE libre

Le spectacle : une nouvelle source de profits ?

L'activité culturelle peut-elle être rentable ? On serait tenté de donner une réponse négative, or idéologiquement le théâtre, tout comme l'éducation, est un des moyens pour la bourgeoisie de véhiculer son idéologie et d'imposer sa morale à la classe ouvrière sous le couvert d'un divertissement. Economiquement ? c'est le propos de cette analyse, en partant du conflit de l'Opéra (voir Rouge n° 61, 63, 70).

Il existe des moyens pour diffuser plus largement les spectacles : la TV et la vidéo.

La TV : c'est un moyen de diffusion de masse qui véhicule, vers la classe ouvrière, l'idéologie bourgeoise : à ce titre, la diffusion de spectacle rentre dans le cadre de sa mission politique.

La vidéo : c'est un moyen de diffusion de classe, dans sa forme actuelle : le coût du matériel le réservant, de fait, à la bourgeoisie à laquelle s'adresse l'opéra.

Au niveau théâtral dans son ensemble, la vidéo permet donc à la bourgeoisie de créer des spectacles à sa mesure et qu'elle se réserve.

Cette analyse ne rentrera pas dans la caractérisation des modes théâtraux et de diffusions mais cherchera à dégager la loi des profits qui s'applique sur le spectacle.

La TV : l'ORTF a subi les contrecoups de la rupture de l'accord de non-concurrence entre la CGE et la Thomson en 1971 cela se traduit le démantèlement de l'Office, la compression du personnel, le réaménagement de l'office, la compression des personnels et la privatisation des chaînes. Les marchés de fournitures imposaient cette remise en ordre, sans compter la reprise en main du contenu des émissions !

La vidéo : elle permet encore plus que ne le fait l'Opéra de réserver des spectacles à la bourgeoisie. Il est à noter que les médecins disposant d'un magnétoscope pour leur formation continue, financée par les trusts pharmaceutiques, ont été sondés pour prospecter le marché des spectacles lyriques et chorégraphiques.

Par rapport à la TV, le marché est plus large : en effet, il comprend les fournitures de matériel d'enregistrement, diffusion reproduction pour la Thomson. Circuit de câbles pour la CGE vers Clermont-Ferrat, centre géographique de la France ; vers Strasbourg, centre géographique du Marché commun.

Au niveau des utilisateurs potentiels, il semble que les orientations soient définies : les grandes scènes européennes connaissent toutes des difficultés similaires à celles de l'Opéra, s'orientent vers une large diffusion des spectacles. Voir à ce sujet les déclarations de Paolo Grassi (Scala de Milan) : ses attaques contre les personnels.

Ne s'agit-il que d'une hypothèse d'école ? Le diktat de Chirac imposant la rentabilisation de l'Opéra montre que non. La privatisation n'est pas un fait nouveau, c'est une politique de longue date. Depuis deux à trois ans régulièrement on parle de mécénat, avançant des noms d'entreprises : Dassault, Boussac... qui, en contrepartie des fonds investis auraient eu des avantages fiscaux...

L'Etat commence à se dégager de ce gouffre en faisant voter un milliard de subventions par la Ville de Paris. Puis vint le diktat de Chirac qui voudrait imposer une gestion plus « saine » : rognant sur les dépenses de personnels, licenciant les occasionnels en fait permanents : ils représentent 30 à 50 % de l'effectif dégradant les conditions de travail (HS et nuit pour les techniciens, revenant sur les avantages acquis, cherchant à briser les syndicats surtout ceux qui refusent la collaboration de classe. Si Chirac réussit, il liquidera un établissement public au même titre que les PTT et les autoroutes : par la création d'une société d'économie mixte avec le Palais des Congrès groupe Havas-Hachette. L'Etat et la Ville de Paris conserveront à leur charge l'activité théâtrale déficitaire et les sociétés privées s'assureront des profits sur la surexploitation des personnels. Cette société, en projet, prévoit la participation des personnels aux bénéfices : entendez que la part de l'Etat diminuera et que les personnels assumeront les risques de leur exploitation. La pression qu'exerce le pouvoir ne se limite pas à l'Opéra : en effet au travers de l'Opéra tout le spectacle est visé, au niveau social, l'Opéra a la réputation d'être le Renault du spectacle.

J.M. Technicien
à l'Opéra

A la fête du PSU

BEDOS, LE MARTIEN

Guy Bedos entre deux fêtes de gauche ou d'extrême-gauche... Avec l'arrivée de l'été, c'est une réalité devenue quasi-hebdomadaire. La semaine dernière, il a fait Mériel, la fête de Lutte ouvrière. Aujourd'hui, c'est La Courneuve et la fête du PSU ; demain (les 26 et 27 juin), la fête de la Fédération de Paris du PS.

Ils ne sont pas si fréquents les artistes — Bedos préfère humoriste ou saltimbanque — qui, parvenus à la notoriété, crachent tranquillement dans la soupe. Bedos est de ceux-là et n'en éprouve visiblement ni honte, ni remords. Au contraire : il en tire un plaisir guilleret, féroce à l'occasion lorsqu'il s'agit d'« institutions » aussi respectées que Guy Lux. Ce grand pourvoyeur de contrats fait plutôt, pour Bedos, office d'épouvantail. Agitez lui ce chiffon rouge sous le nez et vous obtenez, grands éclats de rire et lippe gourmande à l'appui, l'un de ses meilleurs sketches. Comment Zorro-Bedos « s'est payé » Guy Lux, successivement à la télé, puis à la radio. « La première fois, on s'est retrouvé ensemble à une émission de Bouvard. Comme j'en avais pas mal sur le cœur depuis un certain temps, je lui ai dit tout à trac tout le bien que je pensais de lui. Il était tellement surpris qu'on ne lui passe pas la pommade habituelle qu'il n'a pratiquement rien dit. La suite, c'est la hasarde qui fait bien les choses. J'étais dans ma bagnole à Paris et j'ouvre la radio. Là, j'entends mon Guy Lux en train de déclarer tranquillement, en direct, que, bien sûr il ne veut pas m'attaquer en mon absence, mais qu'enfin je suis vraiment très mal élevé, etc. J'ai changé de direction et foncé à la radio. Je suis rentré en coup de vent. Panique partout dans le studio, personne évidemment ne m'attendait, ne faites pas de scandale, ça va s'arranger, c'est un malentendu, etc. »

Les boudruches de la bêtise

Anecdote, ce souvenir qui le fait si visiblement jubiler ? Facile de prendre Guy Lux pour cible ? Là, Bedos s'indigne, au point de marteler la table pour souligner ces paroles : « Facile pour vous, les militants. De votre côté, pas de problème, le procès de ce type est instruit depuis longtemps. Mais ce n'est pas à vous que je m'adresse. Guy Lux et les siens, ce sont les maîtres à chanter de la France entière, ceux qui, pour des millions de Français, sont les prototypes de l'amuseur-reposant-qui-ne-fait-pas-de-politique. Au moment d'un match de foot, en Coupe d'Europe, Europe 1 avait organisé un gala à Saint Etienne. J'en étais, avec une pléiade de chanteurs. Dans le Palais des sports, 5 000 jeunes entassés qui, par l'habillement et l'allure, ressemblaient comme des frères à ceux qui assistaient à la fête Rouge. Mais ils étaient bouffés, contaminés par les conneries de Guy Lux et compagnie. Ce soir là, j'ai vu 5 000 infirmes, 5 000 malades à soigner d'urgence. Terrifiant. Pour moi, Guy Lux, c'est un leader politique. Les gens qu'il habitude à avaler tout ça sont prêts ensuite à avaler le reste. Il y a une façon de vendre une grimace, une caricature des sentiments humains dont profitent les Giscard et les Chirac. Tant que les gens ne hurleront pas devant ces boudruches de bêtise, ces monuments de débilité, ça vaudra le coup de les combattre. Et ça, je suis mieux placé que d'autres pour le faire ».

Curieux Bedos. On l'imaginait autrement. Fragile, léger, un peu futile ou torturé. Petit, râblé, de grosses lunettes sur le bout du nez, il fait au contraire solide, décidé.

Depuis qu'avec son livre, il a clairement choisi son camp, une seule préoccupation l'obsède : être efficace, à sa manière, à sa place sur la scène. Cinq fois, six fois, il va revenir sur cette question : où, comme lui, qui se veut artiste de gauche, peut-il être le plus utile ? Au point que perçoit parfois un regret de l'époque où il n'était pas « fiché », « classé » : « C'était plus excitant et peut être plus dérangeant. Avec Sophie, notre image de marque était celle du petit couple sympa, gentil, romantique. Ils venaient voir Stone et Charden, quoi ! Et à un moment, vicieusement, vlan ! On se démaquait. Là où tout le monde s'était marré la veille, à une fête de gauche, il y avait un gros éclat de silence... »

Porteurs d'une certaine lucidité

Aujourd'hui, les choses sont plus claires, mais « on continue à me demander à quoi je sers ». « Est-ce qu'on se pose la question de savoir à quoi sert une manif ? Pourtant, bien souvent, après s'être cassé la gueule entre fachos et gauchos, qu'est-ce qu'on a fait avancer de plus ? D'accord, on s'est un peu épanoui-Bedos se met à rire -, mais on a fait progresser la conscience de personne. Moi, j'ai la chance d'être connu, d'avoir du crédit auprès de pas mal de gens. Et je crois que si eux m'entendent, me lisent, il y a une petite chance pour qu'ils se disent : si lui, artiste

« JE CRAQUE »

Editions Calman-Lévy

« Si j'ai fait ce bouquin, c'est pour en finir avec le Café du commerce, ces réunions interminables de copains où tu refais le monde, qui partent dans tous les sens et te laissent toujours frustrés. D'accord Marx, Stendhal ou leurs héritiers peuvent dormir tranquilles : je ne leur ai sans doute pas fait concurrence. Mais, honnêtement, j'en dis plus que je n'en ai jamais dit ». Sur quoi ? Sur tout : sur ce gosse en Algérie qui découvre l'anti-racisme en haissant un contre-maitre qui maltraite des arabes, sur ces copains comme Belmondo, ami d'enfance, avec lesquels « il rigole », mais dont il sent que tout les sépare désormais, sur sa guerre d'Algérie, sur ses premiers sketches, sur le couple « Bedos-Daumier », séparé aujourd'hui, sur ce public, cette droite « populaire », qu'il voudrait ébranler par son travail d'artiste... Un bouquin à 40 ans : une excellente occasion de réfléchir, de faire le point... en riant parce qu'on s'appelle Bedos...

Avant, il y avait eu la fête de Rouge — « où j'ai largement eu le temps d'apprécier le paysage en attendant mon tour », soupire-t-il discrètement. Et, entre temps un bouquin, « Je craque », qui dans le monde frêlé des variétés, a fait l'effet d'une petite bombe.

connu, pense ça, après tout, ce n'est peut-être pas si effrayant. Et puis merde ! Nous les saltimbanques, avec un public différent par jour, des centaines de milliers de gens, nous sommes porteurs d'un certain regard, d'une certaine lucidité sur la vie et la société qui vaut bien celle des hommes politiques, voir des militants »

Je fais le trottoir

Ce n'est plus Bedos-Zorro, mais Bedos Don Quichotte. Mais qui se bat contre des moulins bien réels et avec lucidité : « Je me tue à le répéter pour éviter les faux procès : oui, je fais la pute, oui, je fais le trottoir. Volontairement. Dans cette société, si tu es trop pudique, trop authentique, tu te fais plaisir, à la rigueur tu fais plaisir à quelques copains. C'est tout. Si tu veux te faire entendre, te faire lire, il faut vendre ton produit. Alors j'accepte parfois d'aller faire le clown, d'être le martien de service sur quelque planète télévisée. Y compris parfois en sachant que je sers d'alibi. Je m'en fous. Comme je ne les dérange pas, il y a toujours quelque chose qui doit passer... Ce qui m'amuse, c'est de parler à des gens qui ne me sont pas acquis, à ce « mari », qui aurait toutes les raisons d'être de gauche... et qui est de droite. Se faire reconnaître par les siens, c'est bien, je fais des fêtes pour ça, mais ce n'est pas suffisant ». Un temps d'arrêt et Bedos ajoute : « En somme, les marginaux officiels, ils m'emmerdent ! » Un temps encore pour conclure mi-ironique, mi-sérieux : « J'ai l'air d'affirmer, d'être sur de moi. Alors qu'en fait je m'arrête pas de me poser des questions, de me demander si je fais le bon choix ».

Sans cesse interrogateur

Voilà Guy Bedos. Durant tout l'entretien, tour à tour assuré et hésitant, agressif et sensible. Sans cesse interrogateur : sur sa pratique, sur notre pratique — « j'ai envie de vous poser une question bougrement naïve à vous militants : de votre point de vue, que dois-je faire ? Coïncé entre un show-business, caricature d'une société déjà bouffonne et un métier d'homme seul, il est « à la quête du Graal ». « Je voudrais bien servir à autre chose qu'à être sympa, genre « pour une vedette, il est bien ». Alors Guy Bedos rejoint l'extrême gauche sur des « coups », comme il dit : pour des fêtes ou l'appel des 22 sur l'anti-militarisme. Il ne veut pas entendre parler de militantisme au sein d'une organisation... pour l'instant. « L'humoriste est foncièrement désobéissant. File moi une carte de parti et tu peux être sûr que le lendemain je lui consacre tous mes sketches ! »

Propos recueillis par
Eric Eauvives et Michel Talbot

Concert LES JEUX DE « GO »

On se demande toujours pourquoi y a pas plus souvent des choses comme ça qui se passent. C'est vrai qu'il est souvent dur de passer par-dessus les exigences des maisons de disques qui veillent jalousement sur la rentabilité des apparitions des musiciens. C'est déjà une raison pour être attiré par ce concert. Quand on a affaire à une série de musiciens qui, par des références différentes, ont tous de quoi satisfaire une bonne série d'oreilles, on commence à frémir. Qui ?

Stomu Yamashta : un percussionniste japonais, à l'origine de l'expérience, dont le goût du spectacle n'enlève aucune valeur à son jeu « je te cogne à dix endroits à la fois ».

Mike Shrieve : le batteur qui s'installait sur l'écran de Woodstock lors de son solo avec Santana. Après avoir goûté les désirs mystiques de ce dernier, il revient à l'incommensurable joie du rock.

Klaus Schulze : si ce mec ne fait que remplir une tâche de fond sonore avec ses multiples claviers, synthétiseurs surtout, ce sera déjà pas mal. Mais il est fort possible qu'il arrive également à intervenir plus fortement et alors là on verra si les synthés, ça peut seulement servir à planer.

Al Dimeola ou Phil Manzanera : il semble que ce dernier, après avoir écumé les scènes anglaises avec Roxy Music,



remplacera Al Dimeola originellement prévu. Certains regretteront la technique impressionnante du guitariste de « Return to forever », le groupe de Chick Corea. Mais Manzanera, loin d'être en retard, n'aura aucun problème pour nous balancer ses notes rondes et agressives sans en avoir l'air.

Stevie Winwood : parce que sinon le chant serait super-manquant et que l'ancien chanteur de Traffic risque de trouver une nouvelle dimension au milieu de cet autre monde.

Autre monde pour ceux qui s'en foutent de la cuisine des groupes

assisteront à l'une des choses qui risque de faire le plus de bien à la musique : l'imagination !

Vous avez tous couru voir les Stones. L'attrait pour ce qui devait encore faire bouger laisse un goût de trop peu musical dans les colonnes des journaux et dans la tête. Ce coup-ci, le principal passera par les oreilles et risque bien d'arriver dans pas mal d'endroits : deux en tout cas, la tête (ça devient rare, surtout du côté de la Porte de Pantin) et dans le ventre parce que surtout c'est le plus sincère, la reconnaissance du susdit...

A. Bretzel

LA MORT DE JOSEPH DEJEAN

Joseph Dejean était guitariste. L'un des meilleurs sur la scène du jazz. Il avait su mêler une technique héritée de Django Reinhardt et les audaces inaugurées par Jimmy Hendrix. On avait pu l'entendre avec Archie Shepp à Antibes, en 1971, avec différents « Unit » de Michel Portal, ces derniers temps. Ses duos avec un autre guitariste français, Gérard Marais, lui avaient permis de prouver sa virtuosité et son invention.

Mais c'est surtout au sein du Cohelmec Ensemble qu'il avait pu développer, loin de tout vedettariat, ses conceptions musicales.

Nous devions le voir et l'entendre avec ce groupe, ce week-end, à la fête du PSU. Préoccupé aussi de l'organisation des musiciens opposés au tout puissant show business, Joseph Dejean était un musicien à suivre. Mais il est mort mercredi, sur la route.

La mise à mort de vidéo-Gazette

Un centre de production de documents vidéo, films, montages audiovisuels, etc. Un centre de diffusion TV et radio sur le réseau câblé des quartiers de la Villeneuve (3000 logements raccordés). Un centre de prêt. Un centre de formation. Six employés à plein-temps ; cinq à temps partiel ; deux enseignants ; 1,5 employé municipal. Deux cent vingt heures de télédiffusées, dont cent dix de production locale. Deux cent soixante quatre heures de radio diffusée localement. Vidéo Gazette à Grenoble c'était tout cela. Mais l'Etat n'a pas payé sa part (350 000 F) et Vidéo Gazette est morte...

En 1972, Grenoble fut choisi comme l'une des sept villes pour expérimenter les systèmes de télévision, video par câble. Tout un quartier, la Villeneuve fut donc équipée avec un câble de télévision qui reçoit les 3 chaînes nationales et une chaîne locale. Un studio vidéo fut implanté pour produire ces émissions locales. Des animateurs, des techniciens sont embauchés par la municipalité de Grenoble et l'expérience Videogazette démarre.

Le premier objectif du Videogazette a été de se servir du matériel pour « animer » le quartier, c'est-à-dire donner la parole et l'image aux habitants. Grâce au centre de prêt de matériel et aux stages de formation, beaucoup d'habitants viendront se former à la vidéo, ou faire de petits films, des photos, des montages diapos, etc. Des émissions régulières sont diffusées sur le câble, tous les sujets sont abordés : le Chili, l'avortement... grâce aux groupes concernés qui commencent à comprendre l'utilisation d'un autre système d'information. Sont aussi diffusés des films de cinéclub, des émissions d'information locale, des émissions « divertissantes » (musique, etc.) toutes créées sur place. Beaucoup de débats en direct, sur des thèmes d'actualités sont organisés. On fera aussi la campagne électorale sur le câble.

Puis l'expérience prend corps, le Videogazette, s'organise, surtout après la décision municipale de ne faire travailler l'équipe qu'en direction du câble. En moyenne, une quinzaine d'heures d'émissions de radio et de télévision par semaine sont diffusées sur le câble. Presque tous les soirs et 2 matinées. Beaucoup d'organisations, de gens, de groupes s'expriment sur leurs problèmes, sur les problèmes du quartier, nationaux voire internationaux.

Les travailleurs en lutte prennent l'habitude de venir raconter leur grève à l'« Agora » ou à « Radio-matin ». Le Videogazette devient un centre de contre-information face à la presse locale. Parallèlement sont diffusés des films tels qu'India-Song, des émissions, des

films en direction des habitants maghrébins (en Arabe). En relation avec les écoles les parents sont informés des expériences pédagogiques en cours, la Maison Médicale (qui a aussi quelques problèmes en ce moment, cf. Rouge du 8.6.76) relaie avec des films, des débats ses campagnes de préventions (le cancer du sein, la campagne anti-tabac...)

De nombreuses organisations politiques ou syndicales commencent à prendre en charge leurs propres informations en faisant des films, des reportages, des émissions plus structurées, plus longues de manière à mobiliser les gens sur un problème particulier : le PC sur le XX^e congrès, le PS sur la condition ouvrière, la LCR sur son Quotidien, la CFDT sur le chômage, etc.

Le financement du système a toujours été très précaire. La ville de Grenoble en prenait en charge la moitié. Divers organismes de l'état s'étaient engagés à payer l'autre moitié. Il y a toujours eu de grosses difficultés à obtenir de l'Etat qu'il paie sa part. Cette année la municipalité a voté le budget du Videogazette de 700 000 Frs dont la moitié devait venir de l'Etat. Les 6 premiers mois passés grâce à la subvention municipale, on attend toujours la subvention de l'Etat. « On attend la

sortie de décrets légalisant la télédiffusion » nous répond-on en haut lieu. Comme si des décrets pouvaient sortir tout seul et si ça ne dépendait pas du gouvernement. D'abord ces décrets on les attend depuis bientôt 1 an et puis il y a les engagements pris et signés dans la Charte Culturelle avec Grenoble. Alors ?

L'équipe du Videogazette s'était mise en grève pour exiger :

- La garantie d'emploi et de conditions de travail des 6 travailleurs à plein temps et des 5 travailleurs à temps partiel.

- Que la municipalité qui, elle, a payé sa part (50 %) exige publiquement de l'Etat de tenir ses engagements financiers (sinon à quoi sert la Charte Culturelle ?).

- Qu'elle informe l'opinion publique de la situation des négociations — ce qu'elle aurait du faire dès la fin de l'année 1975.

- Que la Municipalité dénonce publiquement, par l'intervention de son député-Maire, l'incohérence de l'attitude du gouvernement en ce qui concerne la télédiffusion.

Nous soulignons que les menaces de licenciement du personnel de l'unité Vidéo reflètent le climat d'insécurité dans lequel se trouvent les autres personnels de l'AEPASC (Employeur des animateurs de la Villeneuve)

En refusant aujourd'hui de payer sa part, l'Etat a compromis définitivement le projet de voir à Grenoble se développer une radio et une télévision au service des groupes de la collectivité, un moyen d'expression locale véritablement démocratique.



samedi

TF 1

12.00 Emissions régionales
13.00 Journal
13.35 Programmes régionaux
15.50 Les 24 h du Mans

C'est une émission expérimentale : la télévision répétitive ; rien ne ressemble plus à un tour de circuit qu'un autre tour de circuit, en les filmant les uns après les autres on obtient un effet de platitude assez rare. Ce qui est dommage c'est que le film de vingt quatre heures, manifestement inspiré de Andy Warhol, a dû être parfois coupé pour laisser la place à d'autres programmes.

19.20 Actualités régionales
20.00 Journal

21.30 Regan

Décidément le flic télévisé le plus proche des préoccupations de Ponia, il manie en virtuose la technique anti-gang : flairer la bande de gangsters sous l'association politique, l'infiltrer, se trouver sur les lieux au moment du hold-up...

22.40 Journal

A 2

10.00 Cours du CNAM Physique fondamentale
13.00 Midi 2

14.00 En attendant l'été

Feuilleton policier, sport, bagnoles, ennui

18.00 Peplum

Le magazine du théâtre. Il y aura une séquence sur les Jeannes et leur spectacle « Je te le dis »

20.00 Foot.

Lyon-Marseille en finale de la coupe de France

23.25 Journal

FR 3

19.05 Programmes régionaux

19.20 Actualités régionales

20.00 Festival du court-métrage

Ares contre Atlas, grand prix du festival d'Annecy

20.30 Idomeneo, Opéra de Mozart.

Création au théâtre musical d'Angers dans une mise en scène de Jorge Lavelli, Orchestre des Pays de la Loire sous la direction de Diego Masson.

Mozart avait vingt-cinq ans quand il a composé sur commande cet « opera seria », tragédie antique à ressorts mythologiques écrite en italien comme le voulait la coutume de l'époque pour les œuvres « nobles ». Idomeneo est une œuvre peu jouée, pourtant le génie de Mozart y est éclatant, l'invention instrumentale et chorale est sensible dans toutes les scènes

dimanche

TF 1

13.00 Journal

13.20 Le petit rapporteur

14.05 Les rendez-vous du dimanche

Variétés débiles, petits bouts de films, interviews rapides.

17.30 L'enfant du désert

Western TV américain sur un thème qui avait été traité par John Ford.

18.45 Nans le berger

La série continue, c'est tout ce qu'il y a à en dire.

19.45 Journal

20.30 Un peu de soleil dans l'eau froide. Film de Jacques Deray de 1971.

O.K. pour le soleil et l'eau froide, mais surtout ne pas aller les chercher dimanche soir sur TF 1

22.15 Bilan pour le futur

Dernière émission d'une série intéressante sur les Etats-Unis, aujourd'hui les marginaux et les communautés californiennes.

23.10 Journal

A 2

21.50 Ardéchois cœur fidèle

FR 3

20.30 Cinéma de minuit, cycle Fiw Murnau. La découverte d'un secret.

Murnau a tourné ce film en 1921, juste avant Nosferatu, tout son génie y est déjà présent. « Tout notre effort doit être tendu vers l'abstraction de tout ce qui n'est pas du vrai cinéma, vers le balayage de tout ce qui n'est pas du vrai domaine du cinéma, de tout ce qui est venu d'autres sources : tous les trucs, expédients, poncifs issus de la scène et du livre. C'est ce qui a lieu quand certains films atteignent le niveau du grand art. Simplicité, simplicité plus grande et plus grande encore ». Murnau



De cette page, dépend la sortie des autres !

IL FAUT 400.000 F POUR ROUGE

Tous nos lecteurs ont dû voir petit à petit au travers des derniers numéros du quotidien notre inquiétude grandir. Au début, nous avons apprécié la situation comme préoccupante mais pas difficile. Mais peu à peu, ces derniers jours, un certain nombre d'échéances de trésorerie sur lesquelles nous comptions se sont révélées beaucoup plus lointaines que prévu. D'où l'apparition d'un « trou » financier entre les dates de nos rentrées et celles de nos sorties. Et comme nous sommes des gens auxquels on prête peu, il nous est difficile de trouver un recours en dehors d'un appel à nos lecteurs, sympathisants, amis, et militants-diffuseurs. Ne nous affolons pas : il faut utiliser des mots précis, ce n'est pas une catastrophe, mais c'est sérieux. Assez en tous cas pour que nous fassions cette alerte. C'est inévitable sans doute pour un journal comme le nôtre. Ce n'est probablement pas la dernière fois que cela nous arrivera. Nous vendons 10 000 exemplaires environ actuellement : ce chiffre ne nous permet pas d'équilibrer tant que notre imprimerie ne sera pas en état de réaliser des travaux extérieurs. Or nous sommes à la veille de l'été : la période la plus difficile !...

Chacun sait que la vente de tous les quotidiens diminue en été. Nous y serons donc sensibles - d'autant que nous n'aurons pas assaini avant les premiers jours de juillet nos « trous » actuels. Les plus grosses traites sont fin juin. Nous cherchons des « prêts », des emprunts temporaires pour y faire face : mais, les grosses fortunes ne sont pas dans notre camp et même si nous devions obtenir une ou quelques aides exceptionnelles (en général limitées) nous savons par expérience que rien n'est plus sûr que la participation individuelle et restreinte de milliers et de milliers de lecteurs. Le flot des petites sommes est plus sûr que l'attente humble de quelques mécènes.

Nous savons l'effort que cela représente, mais aucun miracle ne pourra y suppléer. La vie de notre journal, lecteurs, en dépend, il faut ces 40 millions avant le premier juillet. Chaque jour, nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la souscription. Nous avons confiance dans la possibilité de surmonter cet obstacle, de passer l'été et de préparer ainsi une formule meilleure (sur 16 pages ?) à la rentrée.

MANUFRANCE
FINANCE ROUGE!!



LA SEMAINE ROUGE

Il n'y a que le versement de chèques qui puisse nous aider.

Le principal est même l'augmentation des ventes. Pour cela, nous proposons une « mini-campagne » de promotion d'une semaine : dans la semaine qui vient, du lundi 14 au samedi 20, nous faisons appel à tous pour augmenter la diffusion.

- en achetant un, deux ou plusieurs journaux à votre kiosque et en les revendant autour de vous dans votre entreprise, votre bureau, votre quartier,

- en collant l'affiche de publicité spéciale « Rouge » imprimée pour la circonstance (commandes à Montreuil) et en multipliant les inscriptions manuscrites, ou les papillons autocollants, ou les peintures de toutes sortes appelant à lire et à acheter le quotidien.

- en organisant à tous les niveaux, cercles de sympathisants, groupes Taupe Rouge, cellules de la

Ligue communiste révolutionnaire, des réunions-débats bilan des trois derniers mois du quotidien, en rédigeant ces bilans par écrit et en les faisant parvenir au journal dans le cadre de l'enquête de « quel journal nous voulons ? »

Vente, publicité, discussions sont inséparables. C'est le contenu du journal qui détermine le reste : comment y est traitée l'actualité, comment s'y expriment les analyses et la ligne politique de la Ligue communiste révolutionnaire ? Comment les débats avec tous les groupes ouvriers et révolutionnaires y sont-ils présentés ? C'est en fouillant la question du contenu que nous trouverons les moyens de progresser ou non. Mais l'effort de promotion est évidemment indispensable et jusqu'à présent insuffisant. La semaine prochaine donc : une mini-semaine pour Rouge, chaque jour faisons progresser les ventes.

SOUSCRIVEZ !

Nos lecteurs se souviennent que nous avons rassemblé la somme totale de 236 millions d'anciens francs pour mettre en route l'imprimerie, pour engager les permanents nécessaires au quotidien, pour tous les frais de lancement.

Depuis la fin de cette souscription (qui avait été étalée sur huit mois, de juin 75 à février 76), nous avons ouvert une période de collecte ordinaire jour après jour auprès de nos lecteurs. Petites sommes par petites sommes, nous sommes arrivés à 17 millions anciens, qui se sont ajoutés aux 236 millions dans tous les frais de ces trois derniers mois du journal. Si nous chiffons maintenant le nouvel objectif exceptionnel à 40 millions, c'est bien entendu à partir de maintenant et jusqu'à la fin du mois en plus de ces 17 millions. En ajoutant, jour après jour, les chiffres en colonnes, nous devrions atteindre 57 millions anciens.

SCANDALE A ROUGE
ON TROUVE 40 MILLIONS
DANS LA CAISSE!

SON P.D.G. DÉCLARE :



40 BRIQUES
POUR ROUGE!!



ABONNEMENTS D'ÉTÉ

Cette été, nous sortons chaque jour. Mais vous, vous partez souvent loin. Comment vous procurer le journal, l'avoir à votre retour ? Certes, nous allons organiser la grille de diffusion pour qu'il parvienne au mieux sur les plages. Mais avez-vous pensé aux retards, aux hasards qui feront que dans certains endroits, il y aura trop d'acheteurs et pas assez de journaux et dans d'autres, trop de journaux et pas assez d'acheteurs ?

Une seule solution, abonnez vous !

Nous avons pensé à une formule spéciale vacances : trois possibilités :

- pour 15 jours à 20 F
- pour un mois à 40 F
- pour deux mois à 60 F.

ENVOYEZ VOS CHEQUES A

Melle P. Chenot 2 rue Richard Lenoir Montreuil